

# L'Afrique du Sud sur le point de déclasser « immédiatement et inconditionnellement » son Ambassade en Israël

Le 20 décembre 2017 | [Source](#)

**COMMUNIQUE DE PRESSE : L'Afrique du Sud sur le point de déclasser « immédiatement et inconditionnellement » son Ambassade en Israël – ANC, le 20 décembre 2017.**

L'organisation BDS Afrique du Sud de défense des droits humains et de solidarité avec la Palestine se joint aux camarades sud africains dans l'accueil favorable de la décision du parti de gouvernement de l'Afrique du Sud, l'ANC, de déclasser immédiatement et inconditionnellement l'ambassade d'Afrique du Sud en Israël, en bureau de liaison. La résolution, également inscrite dans la déclaration de la conférence nationale de l'ANC, dit ceci :

*« Afin de concrétiser notre soutien au peuple de Palestine opprimé, l'ANC a décidé à l'unanimité d'inciter le gouvernement de l'Afrique du Sud à déclasser immédiatement et inconditionnellement l'ambassade d'Afrique du Sud en Israël en bureau de liaison ».*

C'est un grand pas dans la bonne direction et un avantage énorme pour le mouvement mondial de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) contre l'action d'Israël. L'ANC, le plus ancien mouvement de libération d'Afrique, qui a bénéficié de boycotts et de sanctions contre l'Afrique du Sud de l'apartheid, a donné le signal et nous sommes impatients d'en voir d'autres prendre la suite.

PUBLIÉ PAR KWARA KEKANA AU NOM DE BDS AFRIQUE DU SUD

Traduction: SF pour BDS France

Source: BDS South Africa

---

# **Ronni Kasrils, vétéran de la lutte contre l'apartheid sud-africain : « Opposez-vous aux tentatives d'interdiction du BDS ».**

Le vétéran de la lutte contre l'apartheid sud-africain, Ronni Kasrils, estime que les tentatives d'interdiction du militantisme pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions (BDS) contre Israël sont « absolument grotesques » et que les militants doivent s'opposer à de tels efforts.

Par : Adri Nieuwhof – Article 1 Collective

## **Ronni Kasrils, au Tribunal Russel**

Le vétéran de la lutte contre l'apartheid sud-africain, Ronni Kasrils, estime que les tentatives d'interdiction du militantisme pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions (BDS) contre Israël sont « absolument grotesques » et que les militants doivent s'opposer à de tels efforts. Le mois dernier, j'ai eu un entretien avec Kasrils à propos de ce qu'il pensait du BDS et de l'apartheid, lors de sa venue à Amsterdam.

Pendant des décennies, Kasrils a lutté contre l'apartheid en tant que membre du Congrès national africain (ANC) et du Parti communiste. Il a participé à des opérations de la branche militaire de l'ANC, Umkhonto we Sizwe (Fer de lance de la nation). Après la chute de l'apartheid, il a servi comme vice-ministre dans plusieurs gouvernements.

Kasrils est né à Johannesburg en 1938, petit-fils d'immigrants juifs de Lituanie et de Lettonie qui ont fui les pogroms tsaristes pour l'Afrique du Sud à la fin du 19e siècle.

### **Le BDS a contribué au changement**

« Il a œuvré brillamment », s'empresse de répondre Kasrils à ma question si le BDS contre le régime d'apartheid sud-africain avait eu un impact.

« Le BDS a rendu les Blancs en Afrique du Sud vraiment furieux. Mais vous les avez épuisés avec le BDS. Il est arrivé un moment où ils ne pouvaient plus le supporter, et ils ont voulu que ça change ».

Un membre du Parti national au pouvoir a dit à Kasrils que la décision de la banque britannique Barclays de se retirer d'Afrique du Sud en 1988, – après une présence de plus de 150 ans –, « a été la dernière goutte qui a fait déborder le vase ». Il rappelle que le militantisme international pour le BDS a commencé par un boycott des fruits par les consommateurs, comme les oranges, les raisins et les pommes Outspan. Dans les années 1970, Peter Hain en Grande-Bretagne a commencé à perturber les jeux de sport. Avec un groupe, il est descendu sur un court de tennis à Bristol et il a bloqué l'équipe d'Afrique du Sud. « Cela s'est propagé comme une traînée de poudre et est parvenu à d'autres pays ». Le boycott était ouvert à une interprétation créatrice et il est devenu un moyen important pour toucher et attirer les populations.

Puis, des régimes de retraite d'Églises et des syndicats à travers le monde en sont venus à se désinvestir d'entreprises sud-africaines ou d'entreprises qui avaient investi en Afrique du Sud. Ce qui a eu un gros impact.

En 1985, en Amérique, les travailleurs de Kodak ont pris conscience de l'ampleur de la souffrance imposée aux Sud-Africains noirs. Le peuple afro-américain a été pour beaucoup dans la mobilisation anti-apartheid. Grâce à ses sénateurs et représentants au Congrès, le lobby noir a commencé à faire peser une pression énorme sur les entreprises et les banques. La Chase Manhattan a été la première banque à rompre ses liens

avec l'Afrique du Sud.

### **Interdire le BDS est grotesque**

Kasrils dit qu'il soutient le militantisme du BDS contre Israël à cent pour cent. Et il ajoute qu'il faut s'opposer aux tentatives visant à rendre illégal le BDS aux États-Unis, au Canada, en France et au Royaume-Uni.

« Il est absolument grotesque que des gouvernements doivent utiliser une loi pour mettre fin au droit à la liberté d'expression des populations pour lesquelles le BDS constitue un moyen pacifique pour apporter de l'aide et une solidarité au peuple palestinien.

« Ces gouvernements doivent aider le processus dans son ensemble. Et ensuite, il y aura plus de calme et de paix pour la population de Palestine et d'Israël, et de tout le Moyen-Orient. Israël est une puissance nucléaire avec un nombre considérable d'armes nucléaires, et des gens de l'extrême droite qui le gouvernent. La population demande du sang, pas seulement le sang des Palestiniens, mais aussi celui des peuples de la région, et de gens comme Omar Barghouti qui simplement parlent du droit au BDS ».

« Israël est un pays qui présente les pires formes d'injustice, de meurtres, qu'on a vues depuis très longtemps. Il est de ces pays qui, à propos, sont souvent désignés comme fascistes ».

### **Pire que l'apartheid**

Kasrils s'est rendu en Israël et en Palestine à plusieurs reprises. Quand je l'ai interrogé sur ses expériences, il a répondu : « Il existe de façon certaine des similitudes ». En 1984, le Conseil de Sécurité des Nations-Unies a approuvé la définition qu'avait adoptée l'Assemblée générale en 1966, selon laquelle l'apartheid constitue un crime contre l'humanité. La Convention de l'Apartheid ne dit pas « l'apartheid sud-africain », elle est plus large, observe Kasrkils.

La définition de l'apartheid fait mention d'actes inhumains

commis en vue d'instituer ou d'entretenir la domination d'un groupe racial d'êtres humains sur n'importe quel autre groupe racial d'êtres humains et d'opprimer systématiquement celui-ci. Vous devez mettre en application cette définition pour établir si Israël est en train de mettre en œuvre un apartheid.

Tout Sud-Africain qui s'est engagé dans la lutte pour la liberté et qui s'est rendu en Palestine et en Israël dit, « C'est comme l'apartheid », poursuit Kasrils. « La séparation des populations, les mesures utilisées, ces files d'attente aux check-points, l'humiliation, sont comme l'apartheid. »

L'archevêque Desmond Tutu et de nombreuses autres personnes ont dit qu'en réalité, c'est même pire que l'apartheid.

« Nous avons rarement vu l'apartheid larguer des bombes sur les gens ou pénétrer dans les ghettos noirs avec des chars d'assaut et des tirs d'artillerie lourde comme à Gaza. En Afrique du Sud, nous avons vu des massacres atroces et nous avons eu des situations où l'état d'urgence a été déclaré, où le mouvement du peuple noir a été contrôlé, avec des sièges comme à Soweto. Cela durait quelques semaines. Pas année après année comme en Cisjordanie ou à Gaza », se souvient Kasrils.

### **Le changement aura lieu**

Beaucoup de gens doutent qu'Israël changera et qu'il respectera les droits du peuple palestinien.

Cependant, Kasrils est certain qu'il changera : « Israël est un exemple d'État colonial qui subsiste, qui s'est emparé de la terre du peuple palestinien, l'a dépossédé de sa terre et de ses droits, a utilisé les méthodes les plus épouvantables tout au long de l'histoire d'Israël. Nous, Sud-Africains, nous sommes passés par un processus atroce sous l'apartheid. Nous reconnaissons que c'est ce qu'il se passe pour le peuple palestinien. Nous nous tenons résolument derrière lui en solidarité, et nous appelons les gouvernements à se mettre en conformité avec les résolutions des Nations-Unies. Ce qui signifie : la fin de l'occupation, la fin du siège de Gaza, le droit des réfugiés à revenir. La seule façon pour que les

juifs d'Israël puissent être sûrs de vivre en sécurité, c'est qu'ils reconnaissent les droits de leurs semblables, ceux du peuple palestinien ».

Il a été un temps où les gens sentaient qu'il pourrait y avoir une fin à l'apartheid en Afrique du Sud, poursuit Kasrils. L'État blanc avait été très fort. Il a eu d'énormes ressources, et le soutien de l'Occident, notamment de ces mêmes pays qui soutiennent Israël aujourd'hui.

Il s'en est allé à vau l'eau, parce que les gens en Afrique du Sud ont été déterminés. Pour réaliser un changement, il faut l'unité, la détermination, de bons dirigeants, la bonne stratégie, une vision pour l'avenir. Finalement, le résultat pour une juste cause est certain, quel que soit le temps qu'il faut. L'Afrique du Sud a prouvé cela.

[Resist efforts to outlaw BDS, says anti-apartheid veteran Ronnie Kasrils](#)

Traduction : JPP pour BDS France

---

**Soirée BDS le 18 mars 2016 à Paris: « De l'Afrique du Sud à la Palestine : BDS héritière des luttes de libération »**



Dans le cadre de la Semaine anticoloniale 2016

La Campagne BDS France et Sortir du Colonialisme vous invitent à une soirée/débat inédite sur le thème : « De l'Afrique du Sud à la Palestine : BDS héritière des luttes de libération »

» De l'Afrique du Sud à la Palestine : BDS héritière des luttes de libération «

**vendredi 18 mars 2016**

[CNT](#)

[Confédération Nationale du Travail](#)

[33, rue des Vignoles](#)

[Métro Avron ou Buzenval](#)

Du mouvement pour les droits civiques aux Etats-Unis à la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, le boycott en tant que mouvement citoyen, anti-raciste et non violent a inspiré de nombreuses luttes de libération. Lors de cette soirée, nos invité-e-s reviendront sur ce passé en le liant à l'actualité en Palestine/Israël et en le connectant à la lutte du peuple palestinien pour son autodétermination à travers la Campagne BDS initiée en 2005 par plus de 171 associations de la

société civile palestinienne.

Les intervenant-e-s seront :

**Kristian Bailey:** journaliste indépendant, originaire de Détroit, il concentre son travail sur la construction des ponts entre luttes Noires et Palestiniennes. Il a coordonné l'appel à la solidarité « Black4Palestine » en 2015. Diplômé de Standford en 2014, il a durant ses études été actif dans l'association 'Student for Justice in Palestine' tant à l'échelle de son campus qu'à l'échelle nationale.

**Marie France Cohen Solal :** militante de longue date, engagée sur plusieurs fronts et notamment dans la solidarité pour le peuple palestinien, elle est membre de l' Afps Paris Sud, de l'UJFP et de la la Campagne BDS France.

**Yasser Qous :** est né et a grandi dans la vieille ville de Jérusalem. C'est un descendant de la communauté africaine. En 2006, avec un groupe d'amis, il a ré-ouvert le Centre de la communauté africaine, qui avait été fermé depuis plusieurs années, à la seconde intifada palestinienne. Aujourd'hui, avec Yasser à sa direction, le Centre est ouvert à plusieurs communautés de la ville, conservant ses héritages africains et palestiniens.

Des tables d'informations BDS seront à votre disposition, fournies en documentations et matériels variés (Brochures, 4 Pages..etc..)

Inscription à : [rencontrel8mars@gmail.com](mailto:rencontrel8mars@gmail.com)





FB: <https://www.facebook.com/events/9434987990>

75192/

Twitter: @campagnebds

**#BDS18mars**

---

# L'interdiction du boycott d'Israël est comme le soutien de Thatcher à l'apartheid

*Comité national palestinien du BDS – 15 février 2016*

L'organisation palestinienne qui conduit le mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS), qui est actuellement la cible des nouvelles règles du gouvernement britannique, affirme que le Premier ministre David Cameron commet une grave erreur, la même que faisait Margaret Thatcher avec son soutien indéfectible à l'Afrique du Sud de l'apartheid.

Les nouvelles règles qui vont être annoncées durant une visite en Israël, cette semaine, du ministre du Bureau du Cabinet, Matt Hancock, vont faire qu'il sera plus difficile pour les

autorités locales et les autres organismes publics, dont les universités, de prendre des décisions d'acquisitions ou d'investissement éthiques. Le gouvernement affirme que les changements sont conçus pour contrer le mouvement BDS qui grandit.

Rafeef Ziadah, porte-parole au Royaume-Uni du Comité national palestinien du BDS, déclare :

**« Plutôt que d'œuvrer à rendre Israël responsable de ses violations continuelles des droits de l'homme, les ministres britanniques continuent leur commerce des armes avec Israël et s'en prennent à la démocratie locale afin de le protéger contre toute critique. »**

**« Quelle sorte de message cela envoie-t-il à des entreprises britanniques comme G4S et JCB, qui aident et se font les complices d'Israël dans ses violations du droit international ? »**

La société de services de sécurité G4S aide Israël à gérer ses prisons où des Palestiniens sont torturés, et JCP fournit les bulldozers qui sont utilisés pour démolir les maisons palestiniennes.

**« En sapant la démocratie locale au profit d'Israël, David Cameron se place du mauvais côté de l'histoire, tout comme Margaret Thatcher avec son soutien à l'Afrique du Sud de l'apartheid. »**

David Cameron lui-même franchissait la ligne de piquetage du boycott sud-africain encore en 1989, alors que l'opinion publique internationale avait déjà basculé en faveur de la démocratie, en allant faire un tour tous frais payés en Afrique du Sud, pour monter le dossier contre les sanctions au régime raciste. L'isolement international a été crucial dans la chute de l'apartheid en Afrique du Sud.

Ziadah poursuit :

**« Le mouvement BDS au Royaume-Uni a reçu un large soutien précisément en raison de l'incapacité des gouvernements britanniques successifs à passer à l'action en réponse aux crimes de guerre d'Israël.**

**« Loin de contrecarrer le soutien public grandissant à la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'égalité, ces mesures ne font que mettre en évidence le soutien de plus en plus profond du Royaume-Uni à l'oppression par Israël des Palestiniens, et elles soulignent aussi qu'il est indispensable de mener une campagne pour la solidarité. »**

La multinationale à base française Veolia a mis fin à son rôle dans les colonies illégales israéliennes, après que des autorités locales au Royaume-Uni et au-delà l'ont exclue de leurs contrats pour un montant de plus de 10 milliards de livres.

Les conseils locaux de Tower Hamlets, Leicester, Swansea et Bristol sont parmi ceux qui ont adopté des résolutions en soutien au BDS, ou condamnant les entreprises impliquées dans les colonies illégales israéliennes.

Les limites, potentiellement d'une portée considérable, aux pouvoirs des conseils locaux concernant les investissements et les acquisitions ont été critiquées par Amnesty International, des conseillers élus, des experts en administration locale et le Parti travailliste.

Une coalition des groupes de la campagne – dont des militants pour le climat qui travaillent avec les autorités locales qui se sont désinvesties des entreprises utilisant des combustibles fossiles – mène campagne contre les initiatives qui restreignent la capacité des autorités locales à prendre des décisions pour des investissements éthiques.

Les militants ont jeté le doute sur l'idée que les nouvelles règles pourraient impacter les syndicats d'étudiants, lesquels sont enregistrés comme organismes caritatifs et ne sont pas

limités par les mêmes cadres juridiques que les conseils locaux et les universités.

En plus des ministres qui entravent l'action des organismes publics dans leur soutien à la Palestine, le Cadre pour la Prévention (Prevent Framework) du gouvernement semble avoir identifié les discussions légitimes sur la Palestine comme un repère pour un « extrémisme » potentiel, et un écolier a été interrogé par la police anti-terroriste parce qu'il portait un badge « Free Palestine » à l'école.

Ziadah ajoute :

**« Cette agression contre une liberté d'expression fondamentale et la démocratie locale intervient dans le contexte de coupes drastiques et idéologiques dans les dépenses publiques, des attaques gouvernementales contre la communauté musulmane, les syndicats et le droit de manifester. »**

**« Nous soutenons tous les groupes et toutes les communautés qui sont touchés par l'agenda néolibéral du gouvernement conservateur et par toutes les attaques contre la démocratie et les droits fondamentaux. »**

Note aux éditeurs

1- Les tactiques de boycott et désinvestissements ont été approuvées par le Congrès des syndicats et plus d'une dizaine de syndicats à titre individuel, le Parti des Verts, le Syndicat national des étudiants et des dizaines de syndicats étudiants.

2- Kate Tempest, Jarvis Cocker et Roger Waters de Pink Floyd sont parmi les mille artistes qui se sont récemment engagés à ne pas se produire en Israël.

3- La multinationale à base française Orange, et la plus grande entreprise d'Irlande CRH, sont parmi les autres grandes

entreprises à sortir du marché israélien après d'intenses campagnes menées contre leurs relations avec l'occupation par Israël de la terre palestinienne.

4- En dépit des contrôles officiels de Whitehall sur les exportations d'armes, des armes et des technologies militaires de fabrication britannique continuent d'être vendues et utilisées par les forces d'occupation israéliennes. La valeur des licences autorisées pour les exportations vers Israël se montait à plus de 40 millions de livres, pour 2014 seulement. Les exportations britanniques des armes vers Israël comprennent des moteurs pour drones. Israël utilise ces drones pour attaquer les civils palestiniens. La plus importante entreprise d'armement d'Israël, Elbit Systems, est le chef de file d'un consortium de 700 millions de dollars qui fournira une formation à la Royal Air Force.

<http://bdsmovement.net/2016/palestinians-israel-boycott-ban-similar-to-thatchers-support-for-apartheid-13713>

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

---

## **L'apartheid n'est pas qu'une métaphore**

Ashley Davidson

8 Décembre 2015

Centrée sur la complicité des universités israéliennes dans le maintien de l'occupation de la Palestine et sur la répression de la liberté académique et politique des Palestiniens, une

nouvelle collection d'essais, *Contre l'Apartheid : le bien-fondé du boycott des universités israéliennes*, publiée par Ashley Dawson et Bill V. Mullen, explique pourquoi des professeurs et des étudiants à travers le monde devraient rompre leurs liens avec les institutions israéliennes.

La présentation d'Ashley Davidson, qui suit, est l'une de celles qui ont inauguré la sortie du livre à New York.



Palestiniens faisant la queue avant l'aube pour passer un checkpoint à Bethléem

JE SUIS NÉE en 1965 en Afrique du Sud aux temps les plus sombres de l'apartheid, quand la plupart des opposants politiques étaient en prison ou en exil et alors que le mouvement démocratique de masse n'avait pas encore pris forme. J'ai passé une bonne partie de ma carrière de professeur à réfléchir au colonialisme, à l'impérialisme et à l'apartheid, de manière à faire le lien avec cette histoire et à lui donner un sens au présent.

D'un point de vue personnel, il m'importe grandement de comprendre l'histoire de l'apartheid et d'en combattre les manifestations contemporaines, mais je pense que cela devrait nous concerner tous fortement. Dans cet exposé, je vais essayer d'expliquer pourquoi nous devrions tous nous rallier à cette lutte.

L'apartheid n'est pas qu'une métaphore dont faire un usage

vague. Le terme renvoie à un ensemble spécifique de politiques. À cet égard, je veux dire d'emblée que nous devrions tous être clairs : Israël n'est pas exactement semblable à l'Afrique du Sud. En utilisant le terme d'apartheid je ne prétends pas suggérer que les deux sociétés sont exactement les mêmes.

En fait, si vous connaissez un peu l'histoire de l'apartheid en Afrique du Sud, vous savez qu'il y a eu une évolution. Avant 1948, lorsque les Britanniques avaient encore le contrôle de l'Afrique du Sud, il existait un ensemble de politiques relativement souples et même quelques lois qui imposaient des formes de ségrégation et d'oppression sur la majorité de la population. Ce ne fut toutefois qu'avec l'élection du Parti National en 1948, que l'apartheid fut mis en place par la formalisation d'un système juridique totalisant – ce que nous considérons maintenant comme caractérisant l'Afrique du Sud raciste.

L'apartheid sud-africain fut constitué progressivement, puis sous la pression du mouvement démocratique de masse des années 1980, quelques aspects particuliers de cette politique furent supprimés. Par exemple, au milieu des années 1980, le régime accorda le droit aux Asiatiques du Sud et aux dits « métis » d'être représentés au Parlement. Et bien sûr, la majorité noire du pays était supposée être souveraine dans ses « homelands ou patries ».

Un des principaux éléments de la campagne contre l'apartheid en Afrique du Sud, – une campagne de boycott, désinvestissement, sanctions – fut un défi à l'oppression matérielle sur le terrain aussi bien qu'à la légitimité idéologique du gouvernement sud-africain, en particulier à l'idée que le régime accordait une représentation significative et une souveraineté à la majorité non blanche. C'est précisément une telle campagne de démythification que nous avons besoin de mobiliser autour d'Israël qui se vante d'être un parangon de démocratie dans une région troublée.

---

QU'EST CE DONC que l'apartheid ? Une brève définition juridique serait sans doute utile : l'apartheid est constitué d'actes inhumains perpétrés dans le but d'établir et de maintenir la domination d'un groupe racial de personnes sur tout autre groupe racial de personnes et d'exercer sur lui une oppression systématique. Cette définition, sur laquelle repose notre usage du terme dans notre livre, est issue de deux traités internationaux : la Convention Internationale sur la Suppression et la Punition du Crime d'Apartheid (1973) et le Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale (1998).

Ces traités internationaux et leurs interdictions de l'apartheid n'ont pas simplement le statut de droit coutumier international. Ce sont des règles préventives du droit international – connu comme la norme *Jus cogens*. Ce statut implique que d'autres États et des organisations internationales sont obligés de coopérer afin de mettre fin à des entraves sérieuses à ces normes. Ainsi, si Israël est de fait un État d'apartheid, alors les organisations internationales et les États sont dans l'obligation de mettre fin à cet apartheid. Et il en va de même pour les individus que nous sommes tous. C'est pourquoi ce terme est tellement important.

Comme le dit Omar Barghouti, « la signification pour la lutte palestinienne pour l'autodétermination du fait que le droit international considère l'apartheid comme un crime contre l'humanité – ce qui, par suite, entraîne des sanctions similaires en nature et en ampleur à celles qui ont été imposées à l'Afrique du Sud de l'apartheid – ne peut être exagérée.

Il y a certes beaucoup de différences entre l'Afrique du Sud et Israël. Les différences démographiques sont majeures : dans l'Afrique du Sud de l'apartheid, il existait une minorité blanche qui aspirait à maintenir sa domination sur une



majorité noire, alors qu'en Israël la population en majorité juive est engagée dans un traitement discriminatoire d'une minorité de Palestiniens au sein-même d'Israël, et dans un traitement discriminatoire et une occupation militaire des Palestiniens dans les territoires occupés. Et Israël n'a pas d'équivalent direct des lois toxiques de « l'apartheid mineur » telle la Loi sur la Séparation des Équipements Publics qui a instauré des toilettes, des plages et des fontaines ségréguées racialement en Afrique du Sud.

Mais il y a des ressemblances très importantes, des ressemblances structurelles qui nous autorisent à parler d'apartheid dans les deux sociétés. Je vais détailler ici trois éléments-clé, d'abord en Afrique du Sud puis en Israël.

En Afrique du Sud, le régime d'apartheid était soutenu par trois ensembles-clé de lois.

Le premier a divisé la population du pays en groupes raciaux distincts et a assuré des droits supérieurs, des privilèges et des services aux blancs. Parmi ces lois raciales se trouvait la Loi de Classification de la Population de 1950, qui exigeait des gens de couleur d'avoir sur eux des laissez-passer ; la Loi sur l'Éducation Bantoue de 1953 ; et la Loi sur la Séparation des Équipements Publics de 1953. Ces lois ont institutionnalisé des hiérarchies raciales informelles qui avaient prévalu pendant l'ère pré-apartheid, créant des divisions légales rigides entre groupes raciaux tels que blancs, « métis », Indiens et Noirs.

La deuxième clé de voûte de l'apartheid sud-africain fut une série de lois qui ont marqué une ségrégation dans la population selon des zones géographiques distinctes attribuées à différents groupes raciaux. La ségrégation imposée par la Loi d'Habitation Séparée de 1950 fut ensuite renforcée par une série de lois sur les laissez-passer tel l'Amendement sur les Lois concernant les Natifs de 1952 qui a restreint le droit de passage des Noirs et d'autres groupes racialisés dans les

villes et d'autres parties du pays allouées aux blancs.

Ces mesures de ségrégation ont été développées dans ce que les architectes appellent le « grand apartheid ». C'est au moyen de cette politique que le gouvernement sud-africain put créer une série de « homelands », connus également sous le nom de « bantoustans », dans lesquels des Sud-africains noirs furent transférés et assignés à résidence. Cela se situe sur une petite part de la terre sud-africaine, généralement la plus pauvre. Le régime a prétendu que la majorité de la population du pays était souveraine sur ces soi-disant patries.

Le troisième élément-clé de l'apartheid sud-africain était une matrice de lois sécuritaires qui ont légalisé la détention administrative infinie, la torture, le bannissement et l'assassinat d'opposants au régime d'apartheid.

---

PARLONS MAINTENANT d'Israël où a été institué un ensemble de dispositions législatives parallèle à celui de l'Afrique du Sud. Le premier élément-clé de l'apartheid israélien réside dans une série de lois et de politiques qui établissent une distinction entre les Juifs et les non-Juifs et garantissent un statut juridique préférentiel et des bénéfices matériels aux premiers.

La « loi du retour » israélienne, codifiée en 1950, définit qui est juif d'un point de vue juridique et permet à tout Juif de la diaspora mondiale d'immigrer en Israël. La loi de Citoyenneté de 1952 a conséquemment octroyé automatiquement la citoyenneté à tous les immigrants en Israël sous l'égide de la « loi du retour, tout en établissant en même temps des obstacles insurmontables à l'accès à la citoyenneté des réfugiés palestiniens. Ce statut spécial conféré à l'identité juive a ensuite été appliqué de façon extraterritoriale dans les territoires occupés, étendant ainsi un statut juridique préférentiel et des bénéfices matériels aux colons juifs.

La deuxième clé de voûte de l'apartheid israélien consiste en politiques conçues pour fragmenter les territoires palestiniens occupés, de manière à faciliter la ségrégation et la domination – une occupation et une domination géographiques.

Il y a là une longue histoire : le Plan Sharon-Wachman a été rédigé en 1978 alors qu'Ariel Sharon était à la tête du comité ministériel pour les colonies ; ce plan annonçait l'installation de 100 colonies israéliennes construites en matériaux industrialisés sur des crêtes de montagne en Cisjordanie, organisées en blocs concentrés reliés entre eux par un ensemble d'autoroutes est-ouest.

Les Palestiniens dans les territoires occupés – des décennies plus tard et du fait de ces politiques – vivent dans un archipel d'enclaves assiégées et non contiguës, qui équivalent pour l'essentiel à de micro-bantoustans destinés à cacher la domination d'Israël sur les territoires occupés, tout comme le régime blanc espérait que la politique du Grand Apartheid cacherait le dépeçage de l'autodétermination qu'il imposait à la population noire du pays.

Le troisième et dernier élément-clé de l'apartheid israélien est une matrice de lois « de sécurité » et de politiques d'État. Elles incluent le meurtre extrajudiciaire, la torture, des traitements cruels, inhumains ou dégradants, l'arrestation arbitraire et l'emprisonnement des Palestiniens. Les conditions de vie dans les territoires occupés, avec le système des checkpoints, des routes ségréguées racialement et des colonies permanentes sont en complète contradiction avec le droit international.

En 2010, le rapporteur spécial de l'ONU sur l'indépendance des avocats et des juges a établi que les conditions juridiques du système de justice militaire – la justice est rendue par des tribunaux militaires dans les territoires palestiniens occupés – n'est pas conforme aux normes internationales et que «

l'exercice de la justice par un tribunal militaire sur des populations civiles n'accomplissant pas des tâches militaires est en principe incompatible avec une administration de la justice équitable, impartiale et indépendante ». Ce système militaire est en place depuis des décennies.

J'espère que cela vous donne une idée de la raison pour laquelle nous employons le terme « apartheid » dans notre livre et pourquoi nous y voyons un motif-clé de nous engager dans la campagne BDS.

Je veux terminer en mentionnant très rapidement la question des universités et la raison pour laquelle nous devrions boycotter les universités israéliennes. Dans le système d'apartheid en Afrique du Sud, les universités étaient une clef essentielle au maintien de l'apartheid d'un point de vue matériel : elles aidaient à renforcer la puissance des Forces de Défense qui ont pu dominer militairement le mouvement démocratique de masse ; elles avaient aussi un rôle clef en donnant une légitimité idéologique au régime, en fournissant des idées telles que celle de la politique des homelands.

On peut dire quelque chose de très semblable à propos des universités israéliennes. Nombre d'entre elles ont des liens très forts avec le pouvoir militaire. De même, sinon davantage, beaucoup d'universités israéliennes et bon nombre d'universitaires israéliens jouent des rôles-clé en apportant un soutien intellectuel à l'État israélien et aux efforts qu'il fait. C'est pourquoi il est particulièrement important de comprendre que nous visons des institutions directement liées à l'État d'Israël, que nous pouvons légitimement, comme je l'ai montré, étiqueter État d'apartheid.

Traduction SF pour l'AURDIP

Source

<http://www.aurdip.fr/l-apartheid-n-est-pas-qu-une.html>

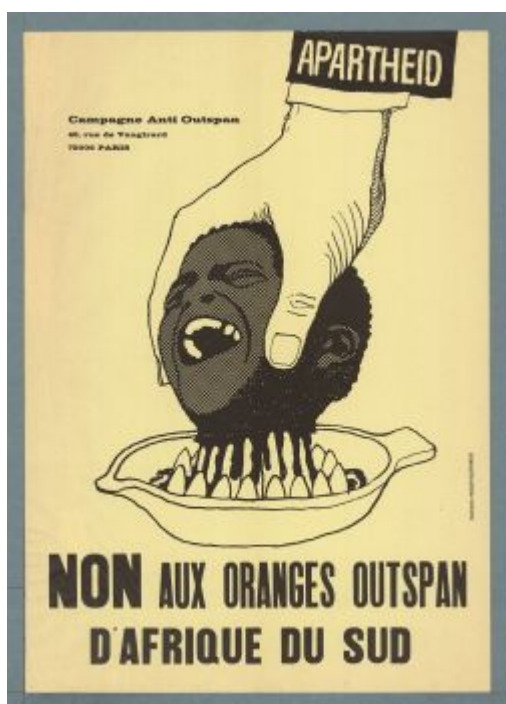
:

---

# D'un apartheid à l'autre : article de 1989

Histoire: en 1989, Anne-Marie Kriek, une professeure sud-africaine se plaint du boycott qui frappe son pays: « pourquoi vous en prenez-vous uniquement à l'Afrique du Sud ? ». Aujourd'hui la réponse semble évidente, et pourtant ses arguments étaient les mêmes que ceux aujourd'hui des défenseurs de l'apartheid israélien. Cette plongée historique, 25 ans en arrière, nous rappelle la justesse de notre combat anticolonial...

Cet article a été publié (en anglais) [sur le site des Anthropologues américains pour le boycott des institutions universitaires israéliennes](#) qui demandent à ce que l'Association américaine d'anthropologie rejoigne BDS à la fin du mois de novembre 2015



**L'Afrique du Sud ne devrait pas être prise**

## **spécifiquement pour cible**

Anne-Marie Kriek, The Christian Science Monitor, 12 octobre 1989 (traduction: JPP pour la Campagne BDS France)

Alors que la violation des droits de l'homme est plutôt la norme que l'exception dans la plupart des 42 États d'Afrique gouvernés par des Noirs, le projecteur reste fixé sur l'Afrique du Sud. Les images de racisme, de suprématie blanche, de nazisme, etc. sont une partie très efficace d'une campagne visant à jouer sur la culpabilité des Blancs et à nourrir la haine de l'Afrique du Sud. S'il est exact qu'il existe beaucoup de choses qui ne vont pas en Afrique du Sud, les faits sont montés en épingle et dénaturés. Une campagne politique bon marché visant à gagner les votes libéraux des Noirs aussi bien que des Blancs bienveillants (quoique moins bien informés), est réalisée en utilisant le « régime raciste » blanc de Prétoria comme une question fédératrice.

Contrairement à la croyance populaire, les Blancs n'ont pas pris le pays aux Noirs. Quand les Hollandais se sont installés au Cap en 1652, ils ont trouvé une terre aride, pour l'essentiel non peuplée. Ensemble, avec les colons français et allemands, ils vont construire une société dynamique.

Il a fallu attendre cent ans, à mesure qu'ils progressaient à travers ces vastes territoires inexplorés, pour qu'ils se rencontrent avec les Noirs qui descendaient vers le sud. Contrairement au mythe, les Noirs n'ont jamais eu à devoir partir de leurs terres. Ils se sont installés dans les terres tribales de leur choix. Quand les Blancs ont rencontré les Noirs, ceux-ci ne disposaient d'aucun langage écrit, aucune connaissance technologique, aucun remède pour les maladies infectieuses. Au XXe siècle, l'activité économique organisée par les Blancs a attiré progressivement les Noirs hors de leurs terres tribales vers l'économie de marché et dans les villes.

En début d'année, Randall Robinson, directeur exécutif de

l'organisation de lobbying anti-apartheid TransAfrica, a déclaré : « *Tout ce que nous voulons, c'est une vie meilleure pour la population d'Afrique du Sud* ». Dans un article de ce journal en février dernier, Michael L. Boyt, de l'université du Botswana, s'est référé à l'Afrique du Sud comme à « *système qui n'offrira jamais une vie décente aux millions de Noirs qui vivent sous sa domination* ».

Pourtant, l'Afrique du Sud est le seul pays de l'Afrique subsaharienne qui peut s'auto-alimenter. Les Noirs y possèdent le niveau de vie le plus élevé de toute l'Afrique. Bien que les conditions de vie des Noirs en Afrique du Sud (comme en Amérique) couvrent un large éventail, sa qualité de logement est inégalée nulle part sur le continent. Soweto est une véritable ville, à part entière, avec ses écoles, ses magasins, ses théâtres, ses stades de sport et ses courts de tennis. Dans certains endroits, les Noirs emmènent leurs enfants à leurs écoles privées dans des voitures allemandes. Peu d'États en Afrique noire peuvent se vanter d'un tel éventail d'options. À Mamelodi (Prétoria), une maison avec quatre chambres est accessible aux Noirs pour un prix d'achat total de 250 dollars.

Alors que le pays ne représente que 4 % de la surface de toute l'Afrique et 6,5 % de la population du continent, il est crédité de 25 % du produit national brut du continent, de 40 % de sa production industrielle, 45 % de sa production minière, 66 % de toute sa consommation en acier et en électricité générée, 46 % de tous les véhicules à moteur et 36 % de tous les téléphones.

Le complexe des soins de l'Afrique du Sud est le meilleur du continent. À Soweto, par exemple, il existe un important établissement hospitalier connu à travers le monde comme un grand centre d'études et de traitement des lésions traumatiques. Les Noirs qui se rendent dans les services de consultation des hôpitaux y sont pris en charge par les meilleurs médecins et règlent une moyenne de 2 dollars par

visite, quel que soit le traitement. Une opération chirurgicale majeure, réalisée par les meilleurs spécialistes du pays, coûte moins de 5 dollars par jour.

Les statistiques de la Banque mondiale montrent que le pays a le taux le plus faible de mortalité infantile du continent – 82 décès pour 1000, par rapport à 146. De même que l'espérance de vie y est la plus élevée – 55 ans contre 48.

En Afrique du Sud, le taux d'alphabétisation est de 70 % pour les Noirs, à comparer à la moyenne de 40 % dans les 51 États africains indépendants. L'enseignement est le poste avec le budget le plus élevé, par opposition aux dépenses militaires et de sécurité dans la plupart des États gouvernés par des Noirs.

Le revenu en Afrique du Sud est plus élevé pour les Noirs que dans tout autre État africain. En réalité, il existe une importante classe moyenne noire émergente. Il y a une constante augmentation du nombre des dentistes, médecins, avocats et autres professions supérieures. La prospérité des Noirs d'Afrique du Sud et la classe moyenne noire émergente ne sont que rarement mentionnées.

Autrefois pleins de vie, les 42 États à gouvernance noire se sont désintégrés en un cauchemar politique, social et économique. Sous le régime colonial, ces États produisaient 95 % de leur propre alimentation. Aujourd'hui, malgré leur richesse en ressources naturelles et en mains-d'œuvre, ces pays sont devenus petit à petit des États mendiants. Ajoutant au problème, la population de l'Afrique croît au taux alarmant de 3 % par an. Les experts mettent en garde contre la pire catastrophe que le monde aurait à connaître, une famine de masse.

Beaucoup de ces États disposent du vote « un homme, une voix » – mais, historiquement, uniquement autrefois. Ces élections anciennes ont été suivies par un régime de parti unique, ou



par des dictatures militaires. Dans de nombreux pays, il est pratiquement impossible, par le vote, de renverser les plus hauts dirigeants. La moindre opposition semble toujours, d'une manière ou d'une autre, simplement devoir disparaître. La population est absorbée par les institutions du parti au pouvoir.

Il n'existe que peu de contrôles sur l'action arbitraire des dirigeants, et la corruption prévaut en général parce que certaines des principales garanties contre les malversations publiques – une opposition forte et une liberté de la presse – sont largement absentes. Tel est le cas de l'ami de George Bush, Muboto (sic) Sese Seko, qui est au pouvoir au Zaïre depuis l'indépendance. Il affirme réellement avoir un soutien total dans son pays.

Contrôler les déplacements de la population est une pratique courante dans toute l'Afrique. En Tanzanie, au Kenya, et au Nigéria, les bidonvilles sont démolis, les populations obligées de déménager.

Les listes des violations des droits de l'homme sont interminables – avec de plus en plus d'atrocités par des Noirs contre des Noirs. Les prisonniers politiques sont torturés au Zimbabwe. Il y a 200 à 300 000 personnes derrière des barbelés au Mozambique. Les détenus évadés du SWAPO (parti politique de Namibie) parlent de torture – dans certains cas, jusqu'à la mort. La liste ne s'arrête pas là et pourtant, elle semble ne devoir jamais attirer l'attention des médias ou des campagnes anti-apartheid.

On estime à 1,9 million le nombre de Noirs des États voisins travaillant légalement ou non en Afrique du Sud parce que leurs propres économies sous gouvernance noire ne sont pas capables de les soutenir. Les virements des salaires de ces travailleurs étrangers fournissent des devises indispensables à leurs pays.

Bien que peu d'États africains soient prêts à reconnaître publiquement qu'ils commercent avec l'Afrique du Sud, il existait, en 1987, un flux réciproque de marchandises entre 47 États africains et l'Afrique du Sud. En 1988, il y a eu une augmentation de 80 % du commerce avec le Zimbabwe.

L'Afrique du Sud est, cependant, un outil utile pour les pays africains pour orienter un soutien extérieur à leurs efforts vers la concrétisation d'une « libération économique ». Il existe en réalité une relation directe entre la propagande de déstabilisation de la part des « États en première ligne » et la réactivité des pays donateurs dans l'octroi de leurs aides.

Le monde occidental ferme les yeux sur la véritable situation en Afrique. Tous ceux qui se lamentent à propos de l'Afrique du Sud s'en lavent les mains quand il s'agit de condamner l'Afrique noire. L'Occident soulage sa conscience en injectant des aides au développement. Personne ne semble remarquer qu'en dépit de ces aides, la situation ne cesse d'empirer.

Pourquoi l'Afrique du Sud est-elle condamnée si durement alors que des normes totalement différentes s'appliquent à l'Afrique noire ? En dépit des violations des droits de l'homme au Zaïre, le Président Bush applaudit Mr Mobutu pour sa contribution aux négociations de l'Angola, tout en évoquant les atrocités en Afrique du Sud.

Serait-ce qu'une forme de répression est plus acceptable qu'une autre, ou que l'oppression Noir/Blanc nous touche ? Ou peut-être qu'on s'attend à une meilleure conduite de la part d'un pays gouverné par des Blancs que de celle d'une Afrique gouvernée par des Noirs ?

En examinant la réalité de l'Afrique, est-ce cette « liberté », cette « démocratie », cette « vie décente », cette « vie meilleure pour le peuple d'Afrique du Sud » que la majorité noire avec son vote un homme, une voix, a à offrir ?

---

# **Bordeaux : Quatre organisations s'attaquent à la liberté d'expression**

Du 24 au 30 mars dernier, la LICRA Bordeaux Gironde, l'UEJF, l'UNEF Science Po Bordeaux et MET Science Po Bordeaux ont fait pression sur la direction de Science-Po Bordeaux pour interdire la conférence du Professeur sud africain Farid Esack, prévue le 30 mars à l'IEP dans le cadre de la semaine contre l'apartheid israélien 2015\*.

Farid Esack est une figure majeure de la lutte sud africaine pour la libération, ancien commissaire pour l'égalité des genres nommé par Nelson Mandela et éminent universitaire international.

Sa conférence à Bordeaux ayant pour objet de nous proposer une étude comparative entre l'apartheid israélien et l'apartheid sud africain et les raisons qui motivent l'appel au boycott académique d'Israël, nous nous attendions à quelques réactions hostiles exercées habituellement dans le cadre de la vie démocratique (manifestation, tractage, intervention lors de la conférence, etc).

Cependant la LICRA Bordeaux Gironde, l'UEJF, l'UNEF Science Po Bordeaux et MET Science Po Bordeaux ont choisi d'user de la diffamation pour tenter de faire censurer la conférence en colportant publiquement via les réseaux sociaux, tracts et au directeur de l'IEP que le Professeur Esack était antisémite : «L'uejf et la LicraBordeaux33 demandent à ScPoBx d'interdire la venue du pdt du BDS Afrique du Sud réputé pour ses actions antisémites! » Tweets de La LICRA et de l'UEJF / « BDS

(Boycott Désinvestissements Sanctions) et Solidaires Etudiants IEP invitent Farid Esack, président BDS Afrique du Sud, organisation réputée pour ses actions violentes et antisémites.» Extrait du tract signé par UNEF Science Po Bordeaux, MET Science Po Bordeaux et UEJF.

Une pétition est lancée le 26 mars dernier afin de demander le maintien de la conférence. Celle-ci sera signée par 5 ministres sud-africains et plus de 400 universitaires renommés dans le monde entier et souligne que «le professeur Esack, dans toutes ses publications et discours, a montré un engagement remarquable pour les principes de justice et de lutte contre toutes formes de racisme -y compris l'antisémitisme, le sexisme, l'exploitation économique et l'homophobie. Son engagement dans la lutte pour la justice en faveur du peuple palestinien n'est que la suite logique d'une vie d'engagement pour la justice.»

En amont de la conférence, le directeur de Sciences Po Bordeaux, Vincent Hoffmann-Martinot, nous a adressé par message sa position en indiquant ne «pas souhaiter donner suite aux différentes demandes qui lui ont été adressées visant à annuler la conférence prévue [...]. Le principe de respect de la liberté d'expression a motivé cette décision..» La conférence s'est donc bien tenu le 30 mars.

Alors que la LICRA Bordeaux Gironde, l'UEJF et MET Science Po Bordeaux ne semblent plus vouloir s'exprimer sur ce sujet, nous nous interrogeons quant à la crédibilité de ces organisations qui usent de la diffamation sans scrupule et s'attaquent à l'un des droit fondamental de la démocratie à savoir la LIBERTE D'EXPRESSION.

Nous rappelons que d'après la loi du 29 Juillet 1881, l'article 29 stipule que: « Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé est une diffamation ». La diffamation est donc passible de sanction au

regard de la loi.

Nous exigeons de la LICRA Bordeaux Gironde, l'UEJF et MET Science Po Bordeaux une explication claire concernant les graves allégations colportées et leurs positions tenues publiquement du 24 au 30 mars 2015.

L'UNEF s'est d'ores et déjà désolidarisé de la position de l'UNEF Science-Po Bordeaux via un communiqué de presse défendant le respect du principe de liberté d'expression.

\* La Semaine contre l'apartheid israélien consiste en une série d'initiatives internationales qui visent à sensibiliser l'opinion sur le système d'apartheid contre le peuple palestinien et à renforcer le soutien au mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS).

GENERATION PALESTINE et SOLIDAIRES ETUDIANT-E-S  
Avec le soutien de la CAMPAGNE BDS FRANCE

---

**« Les Sud-Africains ressentent avec acuité ce que vivent les Palestiniens »**

Photo : Rassemblement de Sud-Africains devant le ministère des Relations internationales à Pretoria, le 11 Juillet 2014, pour protester contre les frappes aériennes israéliennes sur la bande de Gaza (Ihsaan Haffejee / Agence Anadolu)

**Pouvez-vous nous décrire l'action de la campagne**

## **BDS en Afrique du Sud ?**



**Farid Esack** : La campagne BDS en Afrique du Sud suit les mêmes méthodes que partout ailleurs dans le monde. La campagne fête d'ailleurs ses 10 ans cette année et sa sixième année en Afrique du Sud. Nous agissons sur les plans économique, politique, culturel et académique, et dans chacun de ces domaines, nous avons obtenu de grandes victoires. L'université de Johannesburg où j'enseigne est par exemple la première université au monde à avoir arrêté toute coopération avec les universités israéliennes en protestation contre l'apartheid d'Etat en Israël.

Il y'a tout de même deux grandes différences entre la branche sud-africaine du mouvement BDS et les autres dans le monde. Tout d'abord, les Sud-Africains ressentent avec une plus grande acuité ce que vivent les Palestiniens du fait de notre histoire récente et de nos souffrances communes. Pour nous, qualifier la politique israélienne d'apartheid n'est pas un simple slogan. Chacun de nos leaders ayant visité Israël rapportent que les conditions de vie des Palestiniens sont pires que celles dans lesquelles nous avons vécu en Afrique du Sud. L'autre différence est le soutien important que nous apporte le gouvernement sud-africain. J'ai appris il y'a peu que les ministres de l'Economie, de l'Enseignement supérieur et de la Sciences et de la Technologie ont condamné l'interdiction de mon intervention à l'université Paris 1.

## **Existe-t-il un soutien homogène au sein de la population à la cause palestinienne et au mouvement BDS ?**

La grande majorité des Sud-Africains soutient la cause palestinienne. Il y a néanmoins deux catégories qui sont plus distants. La première est composée d'une partie de la communauté juive qui ne représentent qu'une toute petite

frange de la population et qui est globalement plus à droite que les Israéliens eux-mêmes. Alors que Netanyahu n'a recueilli que 22% des voix israéliennes aux dernières élections, 58% des juifs sud-africains ayant voté ont choisi le Likoud [parti de Netanyahu] et le reste des électeurs ont voté pour les autres formations de droites. Tous les juifs ne sont toutefois pas pro-israéliens. Plusieurs organisations juives éminentes ont lutté contre l'apartheid en Afrique du Sud et soutiennent aujourd'hui le mouvement de boycott contre Israël. On peut citer notamment le *Jewish Organization for Peace* et *Stop the Jewish National Fund* qui ont apporté leur soutien au mouvement BDS.

La deuxième catégorie soutenant Israël est composée des groupes chrétiens de droite qui ne représentent que 1% des électeurs, et disposent actuellement de deux sièges au parlement sur 400 élus. Malgré leur faible représentativité, ils reçoivent un appui de plus en plus important de la part d'organisations américaines.

Ces deux groupes sont les principaux supporters sud-africains d'Israël qui ne sont pas même Afrikaners. La plupart des blancs sont indifférents à cette cause et lorsqu'ils doivent se positionner, ils sont plutôt pro-palestiniens. La situation au sein de la communauté noire est différente puisque 99% d'entre eux se disent favorables aux Palestiniens.

**Le terme « d'apartheid » est souvent utilisé pour définir le régime israélien : selon-vous, est-ce pertinent ?**

J'utilise moi-même le terme d'apartheid en ce qui concerne Israël. Ces analogies ont tout de même des limites puisque ce terme a été utilisé dans un contexte particulier. Je ne pense pas qu'Israël puisse être comparé à un Etat d'apartheid mais il a des pratiques d'apartheid. Parler d'Etat colonial ne signifie pas qu'il n'y ait qu'un seul type de colonisation ou encore qu'un seul degré de cruauté. Les deux tiers du monde

ont vécu à un moment donné sous colonisation. Pourtant, certaines colonisations étaient moins brutales que d'autres. C'est pareil avec l'apartheid.



**Manifestation dans les rues de Durban contre les opérations de l'armée israélienne à Gaza, le 25 Juillet 2014 (AFP PHOTO / RAJESH JANTILAL)**

**Vous avez vécu la lutte contre l'apartheid dans votre pays et vous étiez engagé dans les mouvements de libération. Pensez-vous que la campagne de boycott lancée contre Israël pourra être aussi efficace que celle qui avait été lancée contre le régime sud-africain ?**

C'est difficile à dire. Le contexte international est différent aujourd'hui. Nous ne sommes plus dans un monde bipolaire où l'opposition entre les blocs américain et soviétique avaient pu être utilisé à notre avantage. Maintenant, les Etats-Unis dominant les relations internationales malgré l'ascension de nouvelles puissances comme la Chine. Il n'y a plus d'impératif à soutenir le mouvement de boycott. S'ajoute à cela les divisions internes au sein du leadership palestiniens qui n'étaient pas aussi forte au sein de la direction de l'ANC. Lorsque l'on évoque notre lutte, les gens ont tendance à ne se rappeler que des dernières années avec les grandes conférences de Londres et les millions de manifestants dans les rues. Ils oublient que les membres de l'ANC se sont battus pendant plus de 25 ans dans les arrière-salles de Paris, Stockholm, Londres, Washington où personne ne leur prêtait attention. Il y a encore six ans, Mandela était toujours inscrit sur la liste américaine des terroristes. Lorsque l'on compare les victoires obtenues par la campagne BDS et celles obtenues par l'ANC, les premières sont plus importantes. Malgré tout cela ne dit rien



de l'issue du combat.

Source :

<http://www.politis.fr/Les-Sud-Africains-ressentent-avec,30934.html>

---

## **Le boycott d'Israël est plus urgent que dans le cas de l'Afrique du Sud, affirme un vétéran de l'anti-apartheid**

Adri Nieuwhof – The Electronic Intifada – 6 avril 2015

*Pour Farid Esack, l'appel au boycott d'Israël est un boycott progressiste. (Meraj Chhaya/Flickr)*

Farid Esack, professeur d'études islamiques à l'université de Johannesburg, s'est trouvé confronté à de fortes objections de la part du lobby sioniste de France contre une série de conférences sur le parallèle entre l'apartheid israélien et l'apartheid sud-africain. À cause de cette pression, il lui a été interdit de prendre la parole à des initiatives prévues à Paris et à Toulouse.

Vétéran de campagnes contre le racisme, Esack s'est fait également le champion de la défense des droits des femmes et des personnes atteintes du SIDA. Il a été nommé commissaire à l'égalité des sexes par le regretté Nelson Mandela. Il est actuellement président de BDS Afrique du Sud, un groupe qui soutient l'appel palestinien pour le boycott, le

désinvestissement et les sanctions contre Israël.

J'ai parlé avec Esack de sa tournée de conférences en France.

**Adri Nieuwhof** : Vous êtes venu en France pour une tournée de conférences et vous avez eu l'interdiction de prendre la parole à certaines occasions. Pouvez-vous nous dire ce qu'il s'est passé ?

**Farid Esack** : Il y a eu d'énormes pressions sur toutes les sept universités où je devais intervenir. Seule l'université de Paris-Sorbonne m'a interdit de prendre la parole. L'université a argué qu'elle le faisait pour des raisons techniques parce que les formulaires qu'il fallait remplir pour demander une salle ne l'avaient pas été correctement. Les étudiants ont essayé de négocier avec l'université pendant une semaine pour corriger l'erreur, ce qui a été refusé par l'université.

Je pense que pour la Sorbonne, le mauvais remplissage du formulaire n'a été qu'un prétexte. Les étudiants ont fait valoir que le syndicat des étudiants remplissait ces formulaires depuis des années. Et que dans le passé, l'université n'avait jamais attiré leur attention sur la moindre erreur. La seule explication plausible à laquelle nous arrivons, c'est que derrière mon interdiction se cache la pression du syndicat des étudiants juifs de France.

Il m'a été aussi interdit de m'exprimer lors d'une réunion publique à Toulouse, dans une salle municipale, par le maire de Toulouse et ce, sur la base des mêmes allégations exprimées dans les lettres aux universités. Où il est dit essentiellement que je suis un antisémite, et que moi, en tant que président du BDS Afrique du Sud, j'avais soutenu et/ou fomenté des actions de protestations violentes en Afrique du Sud.

**AN** : Que s'est-il passé après l'interdiction ?

**FE** : Il est apparu que la Sorbonne était parvenue à un accord

tacite avec la police pour que je sois autorisé à parler à l'extérieur de la porte principale de l'université. Debout devant moi, il y avait une vingtaine de personnes de la sécurité pour nous empêcher d'entrer. J'avais des militants sur ma gauche et des militants sur ma droite. Mais ce qui est très intéressant, c'est que le proviseur adjoint de l'université est venu m'accueillir et me dire qu'il regrettait que l'université avait interdit ma conférence publique. Il est resté toute la durée de ma conférence et ensuite, il m'a remercié.

À Toulouse, nous avons aussi résisté à l'interdiction. J'ai pris la parole à l'extérieur du lieu prévu.

**AN** : Les groupes pro-Israël et sionistes s'en prennent régulièrement au mouvement BDS et à ses militants Cette fois, c'est vous qui avez été ciblé. Quelle appréciation portez-vous sur de telles agressions ?

**FE** : Ils ont fait une erreur tactique énorme en m'attaquant, parce que le BDS dans son ensemble est profondément engagé contre toutes les formes de racismes, y compris l'antisémitisme. Mais dans ce cas particulier, ils ont eu affaire à un individu qui intervient de façon très régulière contre l'antisémitisme. Toutes ces 25 dernières années, j'ai abordé le problème de l'antisémitisme de façon générale, mais plus particulièrement au sein de la communauté musulmane. C'est pourquoi beaucoup de mes collègues pourraient se rallier à mon soutien.

Le lobby pro-Israël place de façon fort commode le récit BDS à l'intérieur de l'histoire de l'antisémitisme européen, où les nazis furent les premiers à lancer un appel à boycotter les juifs. Mais ils le font d'une façon très calculée, stratégique et manipulatrice.

Ces mêmes sionistes, par exemple, en Europe et plus particulièrement en Israël, réclameront volontiers des

sanctions contre l'Iran. Ils ne diront pas un mot sur les dommages que cela cause au peuple iranien. Ce n'est que lorsque il s'agit des juifs qu'ils invoquent le récit de l'antisémitisme nazi.

Les mêmes Européens qui nous accusent et invoquent le discours antisémite nazi, ces mêmes Européens imposeront volontiers des sanctions contre la Russie en raison de présumées manœuvres russes en Ukraine. Les mêmes pays seront unanimes pour imposer des sanctions contre, disons la Corée du Nord, ou le Zimbabwe. Ce sont ces mêmes États-Unis qui avancent l'argument de l'antisémitisme qui ont imposé des sanctions contre Cuba pendant cinquante ans.

Donc, pour eux il ne s'agit pas d'une question de principe. C'est simplement un dispositif retors, technique, venant du lobby sioniste et qui vise à culpabiliser les Européens et les autres Occidentaux pour un crime qui a été commis par des Européens contre d'autres Européens. Cela n'a rien à voir avec les Palestiniens.

Notre discours de boycott, et ils le savent très bien, se place dans une tradition de gauche, dans une tradition progressiste. Cela consiste, par exemple – et à un niveau libéral – à choisir des produits avec le label du commerce équitable, quand vous voulez acheter des produits où le maximum de profit s'en va aux agriculteurs. En choisissant le commerce équitable, vous boycottez les autres produits qui maximalisent le profit pour les intermédiaires, les exploiters capitalistes et les affairistes en bout de chaîne alimentaire.

Ou quand un végétarien décide de ne pas manger de viande, le végétarien n'a rien contre l'éleveur. Le végétarien fait un choix éthique car il ne veut pas prendre part à une cruauté infligée aux animaux. Le végétarien est un militant de boycott, désinvestissement et de sanctions, en lien avec la cruauté infligée aux animaux.

Donc, le mouvement BDS se situe dans un discours progressiste, humaniste, de gauche. Il n'a rien à voir avec le discours nazi. Le lobby pro-Israël le sait sacrament bien. C'est simplement une question d'opportunité et pour jouer la carte de la culpabilité avec l'Europe et les États-Unis.

**AN** : Comment évaluez-vous le rôle du mouvement BDS contre Israël comparé au militantisme BDS contre le régime d'apartheid en Afrique du Sud ?

**FE** : La lutte sud-africaine n'a acquis son sex-appeal que dans les cinq dernières années qui précéderent la fin de l'apartheid. Et Mandela a acquis le sien qu'une fois libéré et devenu le réconciliateur. Mais le BDS vivait avant cela, depuis 25 ans. Cette année, nous célébrons les dix ans de BDS contre Israël. Il est de loin beaucoup plus développé, il a remporté bien plus de victoires que le mouvement anti-apartheid n'en a remportées quand il était à sa dixième année.

Autre différence, l'Afrique du Sud n'a jamais eu comme projet d'importer toutes les races blanches du monde entier en Afrique du Sud. Le BDS est maintenant aux prises avec un mouvement qui a, comme projet fondamental, d'importer d'autres colons, d'autres colonialistes, venant d'autres parties du monde. En Afrique du Sud, nous avons affaire à un colonialisme implanté. Dans le cas d'Israël, vous êtes confrontés à un colonialisme en cours et qui se renforce de jour en jour. Aussi la nature de l'ennemi, l'étendue de sa brutalité et de sa détermination s'accélèrent-elles chaque jour.

En tant que mouvement BDS, nous nous trouvons confrontés à des défis. Contrairement à l'Afrique du Sud, où nous avons un mouvement de libération clairement orienté, les forces du mouvement de libération en Palestine sont très tronquées. Vous avez l'équivalent de ces gouvernements d'Afrique du Sud feignant toujours d'être des mouvements de libération, alors qu'ils se sont déjà vendus. Et vous avez d'importants

mouvements de résistance, tous de la société civile de Palestine et, en théorie, tous les partis politiques qui ont appelé au BDS.

Après le Printemps arabe, la solidarité avec les Palestiniens venant des États en première ligne s'est effondrée. En Afrique du Sud, nous avons pu compter sur le soutien – à des degrés différents – de tous les pays voisins, à l'exception du Malawi. La Palestine est entourée de collaborationnistes, de régimes dévoués à l'Occident. Non seulement nous ne pouvons attendre aucun soutien de leur part mais, au contraire, dans certains cas, par exemple l'Égypte et l'Arabie saoudite, ils ont en réalité rejoint le camp de l'ennemi et collaboré activement avec l'État israélien pour anéantir le mouvement de résistance.

Cela rend l'urgence et le besoin d'un mouvement BDS beaucoup plus impérieux que dans le cas de l'Afrique du Sud de l'apartheid.

Du fait des succès de BDS, le lobby israélien a vraiment amélioré son jeu. Avec chaque victoire que nous obtenons, nous nous créons beaucoup plus de travail. Le défi est de savoir comment transformer le vaste niveau de soutiens que nous avons dans la plupart des pays du monde en une base large de militants pour assumer les plus grosses tâches et répondre aux plus grandes urgences auxquelles nous sommes confrontés.

<http://electronicintifada.net/blogs/adri-nieuwhof/boycotting-israel-more-urgent-case-south-africa-says-anti-apartheid-veteran>

Traduction : JPP pour l'AURDIP

---

# « Un de nous est blessé... » par Farid Esack

Farid Esack est en tournée en France dans le cadre de l'édition 2015 de l'Israeli Apartheid Week.

Introduction à la vidéo de Sally Shawl, texte lu par Farid Esack, An Open Letter to the Palestinian People, [https://www.youtube.com/watch?v=1skU\\_nVaMl8](https://www.youtube.com/watch?v=1skU_nVaMl8).

Je suis allé en Israël et en Cisjordanie en novembre 2010 pour y voir sur place la situation : pour rencontrer les gens et entendre leurs histoires ; pour sentir la réalité de la vie quotidienne de part et d'autres d'Israël comme de la Cisjordanie.

En chemin entre une rencontre à Jérusalem et une autre près de Ramallah, la route nous a mené au long du mur de séparation froid et gris érigé par Israël. Alors que nous roulions, j'ai commencé à remarquer qu'il y avait un texte près du sommet, qui s'étendait dans les deux sens aussi loin que l'on pouvait voir. Il ressemblait à un message parlant de l'apartheid. Nous avons fait demi-tour, nous sommes revenus au début et nous l'avons filmé dans sa totalité. Comme il s'est avéré, c'est une Lettre ouverte au peuple de Palestine du théologien sud-africain le docteur Farid Esack. Voici son message ci-après.

## **Un de nous est blessé...**

*Mes chers sœurs et frères palestiniens,*

*Je suis arrivé dans votre pays, et j'y ai reconnu les ombres qui ont plané sur mien. Mon pays a été, autrefois, un pays où certains s'imaginaient pouvoir construire leur sécurité au dépens de la sécurité d'autres personnes. Selon eux, leur peau plus claire et leurs origines européennes leur donnaient le droit de déposséder ceux à la peau plus noire qui vivaient dans le pays depuis des millénaires. Je viens d'un pays où un groupe de personnes, les Afrikaners, ont connu de réelles souffrances aux mains des Anglais. Ces Anglais les*

méprisaient et en ont emprisonné beaucoup dans des camps de concentration. Près d'un sixième de leur population a péri à l'époque.

Alors les Afrikaners ont dit, "Plus jamais !" Ils voulaient dire par là qu'il ne fallait plus jamais qu'on les fasse souffrir sans comprendre que leur humanité était liée à celle de tous autres humains. De leur douleur est née l'idée qu'ils étaient un peuple élu par Dieu pour vivre dans une Terre Promise. Et c'est ainsi qu'ils ont occupé cette terre, cette terre qui appartenait à d'autres, et qu'ils se sont construit leur sécurité aux dépens de la sécurité du peuple noir. Plus tard, ces Afrikaners se sont alliés aux descendants de leurs ennemis d'autrefois, ceux qu'on appelait « les Anglais ». Les nouveaux alliés, appelés maintenant simplement « les Blancs », se sont dressés contre les Noirs, qui ont du payer un terrible tribut : dépossédés, exploités et marginalisés par le racisme des Blancs qui s'est entremêlé avec les peurs des Afrikaners et l'idée du peuple élu. Et bien sûr, avec ce crime vieux comme le monde : la rapacité.

Je suis issu de l'Afrique du Sud au temps de l'apartheid.

A mon arrivée dans votre pays, le sentiment du « déjà vu » était incontournable. Je suis frappé par les similitudes. Nous sommes tous en quelque sorte les enfants de notre histoire. Mais nous pouvons aussi choisir d'être touchés par les histoires des autres. Cette capacité est sans doute ce que nous appelons la moralité. Nous ne sommes pas toujours en mesure d'agir face à ce que nous voyons, mais nous avons toujours la liberté de voir, et d'être touchés.

Je viens d'un pays où des gens, au nom de la liberté, ont affronté des attaques au bulldozer, des tirs de fusil, de mitrailleuse et de gaz lacrymogènes. Nous avons résisté à une époque où résister n'était pas à la mode. Et maintenant que nous sommes libres, tout le monde affirme qu'ils ont toujours été avec nous. C'est un peu comme en Europe après la deuxième guerre mondiale. Pendant la guerre, les résistants étaient peu nombreux. Après, on ne trouvait plus un seul sympathisant des nazis, et la très grande majorité déclarait avoir toujours soutenu la résistance.



Je suis étonné de voir à quel point des gens tout à fait honnêtes et bien intentionnés par ailleurs se mettent à tergiverser dès qu'il est question d'Israël et des souffrances des Palestiniens. Voyant cela, je me pose des questions sur ce que nous entendons par honnêteté. L'objectivité, la modération, la capacité de voir les choses des deux côtés, tout ce qui marque la pensée honnêtes, n'ont-elles pas des limites? La modération en présence d'une réelle injustice est-elle réellement de mise ? Les deux parties méritent-elles toujours le même traitement, par exemple dans une situation de violence conjugale – une femme battue par un homme qui avait lui-même subi des violences de son père il y a longtemps – parce l'homme aussi est une « victime »?

Nous demandons au monde d'agir maintenant pour mettre fin à la dépossession des Palestiniens. Nous devons faire cesser leur humiliation quotidienne aux checkpoints, en finir avec la honte de ce Mur de l'Apartheid qui coupe les gens de leurs terres, de leur travail et de leur histoire, et lutter contre la torture, l'incarcération sans jugement et les assassinats ciblés de ceux qui osent résister. Notre humanité exige que chacun qui reconnaît le mal en son temps se dresse contre lui, même si ce n'est pas à la mode. Reconnaître et agir contre le mal, c'est réellement renforcer notre humanité. Devant l'oppression, la dépossession ou l'occupation, nous agissons pour que notre propre humanité ne soit pas diminuée par notre silence face à la dégradation d'autres membres de notre famille humaine. Si on vous dévalorise en tant qu'être humain, on me dévalorise aussi. En agissant pour vous défendre, je me défends aussi – je défends l'humain que je suis aujourd'hui, mais aussi mon humanité vulnérable de demain.

Parler de moralité, c'est parler de la capacité d'être touché par des intérêts au-delà de son appartenance ethnique, religieuse ou nationale. Quand notre vision du monde et nos relations avec les autres sont modelés par l'égoïsme – vis à vis de notre religion, notre survie, notre sécurité ou notre ethnicité – alors, inéluctablement, nous en deviendrons tôt ou tard les victimes à notre tour. Quand les humains revendiquent « la réalité », ou la « realpolitik », comme des valeurs en soi, ils le font en général dans leur propre

intérêt, même s'ils le justifient selon une logique fondée sur l'ethnicité. Ainsi, même si le but de votre action est d'obtenir du pétrole ou un avantage stratégique, vous la justifiez en invoquant la nécessité d'instaurer la démocratie. Ou encore, vous cherchez à justifier votre pratique de l'esclavage sous le prétexte rassurant que les victimes noires du système seraient peut-être mortes de faim si on les avait laissé en Afrique. Etre un humain, un vrai – être mensch – c'est autre chose. C'est être capable de dépasser les intérêts particuliers et de comprendre que l'approfondissement de l'humanité est liée au bien de l'autre. Quand la ségrégation des humains devient un dogme et une idéologie, quand elle est imposée et mise en application par la loi, cela s'appelle l'apartheid. Quand certains sont privilégiés simplement parce qu'ils sont nés dans un groupe ethnique donné et qu'ils exploitent leurs privilèges pour déposséder d'autres personnes et user de pratiques discriminatoires à leur encontre, cela s'appelle l'apartheid. Aussi réel que soit le traumatisme qui l'a engendré, aussi profonde que soit la croyance religieuse qui sous-tend le tout, cela s'appelle l'apartheid. Notre façon de répondre à notre propre souffrance et à l'indifférence ou la culpabilité du monde ne justifie jamais le fait de faire souffrir d'autres personnes ou de rester indifférent face au traumatisme qu'ils subissent. La ségrégation devient alors un principe qui permet d'ignorer l'existence de l'autre avec lequel nous partageons un espace de vie. Et il devient aussi le moyen de nier les souffrances et les humiliations subies par l'autre.

Nous ne nions en aucun cas les souffrances subies par les oppresseurs au cours de leur existence individuelle ou collective; simplement, nous refusons l'idée que d'autres doivent en devenir les victimes par la suite. Nous refusons la manipulation de ces souffrances pour servir des intérêts politiques et expansionnistes. Nous n'acceptons pas de payer le prix de la dépossession parce qu'une puissance impérialiste a besoin d'un allié solide en cette partie du globe.

Pour les Sud-africains, s'exprimer sur la vie ou la mort du peuple palestinien, c'est aussi tenter de préserver notre idéal d'une société morale qui ne serait jamais complice de la

souffrance des autres. Il existe bien sûr d'autres exemples d'oppression, de dépossession et de marginalisation dans le monde. Pourtant, aucun n'est aussi reconnaissable pour nous qui avons subi, survécu et finalement surmonté l'apartheid. Pour ceux d'entre nous qui avons vécu l'apartheid en Afrique du Sud et lutté pour nous libérer de ce régime et de tout ce qu'il représentait, la Palestine illustre à bien des égards ce qui reste inachevé dans notre lutte.

Je suis donc venu ici, comme beaucoup d'autres qui ont participé à la lutte contre l'apartheid, et nous avons vu des choses qui nous rappellent ce que nous avons subi. L'Archevêque Desmond Tutu avait évidemment raison de dire à quel point la condition des Palestiniens lui rappelait ce qui nous était arrivé en Afrique du Sud, et de se demander: "Pourquoi avons-nous la mémoire si courte? Les Juifs qui sont nos frères et sœurs ont-ils oublié leur propre humiliation?" Pourtant, à plusieurs égards, ce que nous voyons ici dans votre pays est plus brutal encore, plus implacable et plus inhumain que tout ce que nous avons vécu pendant l'apartheid. En quelque sorte, mes frères et sœurs, je suis gêné de vous voir obligés d'utiliser ce mot qui était autrefois réservé à notre situation, afin d'attirer l'attention à la vôtre.

Les Blancs d'Afrique du Sud ont bien sûr essayé de contrôler les Noirs. Cependant, ils n'ont jamais tenté de nier l'existence même des Noirs, ni entretenu le fantasme de leur disparition pure et simple. Nous n'avons pas vécu une occupation militaire qui privait les occupés de tous leurs droits. Nous n'avons pas connu la barbarie multiforme de ces punitions collectives consistant à démolir les maisons et détruire les vergers appartenant aux familles de rebelles présumés, ni l'expulsion physique de ces familles. Les tribunaux de l'apartheid en Afrique du Sud n'ont jamais légitimé la torture. Les Blancs sud-africains n'ont jamais eu carte blanche pour humilier les Sud-africains noirs comme les colons semblent l'avoir ici. Même les pires fanatiques n'auraient jamais imaginé quelque chose d'aussi macabre que ce mur. Ni la police ni l'armée de l'apartheid n'a jamais tiré des missiles ou envoyé des bombes sur des cibles

majoritairement civiles. Les Blancs en Afrique du Sud formaient une communauté stable qui, au bout de plusieurs siècles, a finalement du composer avec les Noirs (ne serait-ce que parce que leur économie en dépendait). L'idée sioniste qui fait d'Israël le lieu de rassemblement de tous les Juifs – anciens et nouveaux, convertis, reconvertis ou « régénérés » – est profondément problématique, car l'idée de tendre la main à son voisin n'y a aucune place. L'idée semble au contraire de se débarrasser de ses voisins – ce l'on appelle le nettoyage ethnique – et de les remplacer systématiquement par d'autres.

Au temps de notre résistance à l'apartheid, nous étions conscients de la contribution inestimable de la solidarité internationale à la lutte pour mettre fin à des siècles d'oppression. Aujourd'hui, nous n'avons d'autre choix que de contribuer à notre tour au combat des Palestiniens pour la liberté. Nous le faisons en ayant pleinement conscience que votre liberté contribuera aussi à la liberté de bien des Juifs de réaliser pleinement leur humanité, tout comme la fin de l'apartheid a rendu cette même liberté aux Blancs d'Afrique du Sud. Au plus fort de notre combat pour la liberté, nous n'avons jamais cessé de rappeler à notre peuple que notre combat était aussi un combat pour la libération des Blancs. L'apartheid diminuait les Blancs dans leur humanité tout comme l'injustice envers les femmes diminue l'humanité des hommes. C'est la libération qui permet à l'opresseur de reconquérir son humanité, et Israël ne fait pas exception à cet égard. Lors des rassemblements publics pendant le combat pour la liberté en Afrique du Sud, l'orateur du moment lançait souvent « Un de nous est blessé... » et la foule répondait « ...Nous sommes tous blessés! ». A l'époque, pour nous, la portée de cette phrase était quelque peu limitée, et peut-être en sera-t-il toujours ainsi. Mais ce que nous savons, c'est que la blessure infligée au peuple palestinien est une blessure pour nous tous. Inéluctablement, une blessure infligée à autrui revient hanter l'agresseur. Il est impossible d'arracher la peau d'un autre humain sans porter atteinte en même temps à sa propre humanité. Face à cette monstruosité, ce Mur de l'apartheid, nous vous offrons autre chose – notre solidarité avec le peuple palestinien. Nous vous déclarons notre engagement à vos côtés dans votre combat pour mettre fin à la

ségrégation, pour surmonter l'injustice et pour venir à bout de la rapacité, la division et l'exploitation.

Nous avons vu que nos opprimés de hier – en Afrique du Sud pendant l'apartheid et en Israël aujourd'hui – peuvent devenir les oppresseurs d'aujourd'hui. Nous sommes donc à vos côtés pour réaliser votre rêve de créer une société où tous, de toutes origines ethniques et de toutes religions, vivront libres et égaux.

Nous continuons à nous inspirer des paroles de Nelson Mandela, père de notre nation et héros du peuple palestinien. En 1964, il a été jugé coupable de trahison et condamné à mort. Il s'est tourné vers les juges et leur a dit: « J'ai lutté contre la domination des blancs, et j'ai lutté contre la domination des noirs. J'ai chéri l'idéal d'une société libre et démocratique dans laquelle tout le monde vivrait en harmonie et avec les mêmes chances. C'est un idéal pour lequel j'espère vivre. Mais, s'il le faut, c'est un idéal pour lequel je suis prêt à mourir ».

Traduit en français par Ilona Bossanyi

Texte original: Farid Esack: Open Letter to the Palestinian People

Source: An Injury to one...  
<http://electronicintifada.net/content/injury-one/8223>



Je suis allé en Israël et en Cisjordanie en novembre 2010 pour y voir sur place la situation : pour rencontrer les gens et entendre leurs histoires ; pour sentir la réalité de la vie quotidienne de part et d'autres d'Israël comme de la Cisjordanie.

En chemin entre une rencontre à Jérusalem et une autre près de Ramallah, la route nous a mené au long du mur de séparation froid et gris érigé par Israël. Alors que nous roulions, j'ai commencé à remarquer qu'il y avait un texte près du sommet, qui s'étendait dans les deux sens aussi loin que l'on pouvait voir. Il ressemblait à un message parlant de l'apartheid. Nous avons fait demi-tour, nous sommes revenus au début et nous l'avons filmé dans sa totalité. Comme il s'est avéré, c'est une Lettre ouverte au peuple de Palestine du théologien sud-africain le docteur Farid Esack. Voici son message ci-après.

(Introduction à la vidéo de Sally Shawl, texte lu par Farid Esack, *An Open Letter to the Palestinian People*, [https://www.youtube.com/watch?v=1skU\\_nVaMl8](https://www.youtube.com/watch?v=1skU_nVaMl8)).

### **Un de nous est blessé...**

Mes chers sœurs et frères palestiniens,

Je suis arrivé dans votre pays, et j'y ai reconnu les ombres qui ont plané sur mien. Mon pays a été, autrefois, un pays où certains s'imaginaient pouvoir construire leur sécurité au dépens de la sécurité d'autres personnes. Selon eux, leur peau plus claire et leurs origines européennes leur donnaient le droit de déposséder ceux à la peau plus noire qui vivaient dans le pays depuis des millénaires. Je viens d'un pays où un groupe de personnes, les Afrikaners, ont connu de réelles souffrances aux mains des Anglais. Ces Anglais les méprisaient et en ont emprisonné beaucoup dans des camps de concentration. Près d'un sixième de leur population a péri à l'époque.

Alors les Afrikaners ont dit, "Plus jamais !" Ils voulaient dire par là qu'il ne fallait plus jamais qu'on les fasse souffrir sans comprendre que leur humanité était liée à celle de tous autres humains. De leur douleur est née l'idée qu'ils étaient un peuple élu par Dieu pour vivre dans une Terre Promise. Et c'est ainsi qu'ils ont occupé cette terre, cette terre qui appartenait à d'autres, et qu'ils se sont construit leur sécurité aux dépens de la sécurité du peuple noir. Plus tard, ces Afrikaners se sont alliés aux descendants de leurs ennemis d'autrefois, ceux qu'on appelait « les Anglais ». Les nouveaux alliés, appelés maintenant simplement « les Blancs », se sont dressés contre les Noirs, qui ont du payer un terrible tribut : dépossédés, exploités et marginalisés par le racisme des Blancs qui s'est entremêlé avec les peurs des Afrikaners et l'idée du peuple élu. Et bien sûr, avec ce crime vieux comme le monde : la rapacité.

Je suis issu de l'Afrique du Sud au temps de l'apartheid.

A mon arrivée dans votre pays, le sentiment du « déjà vu » était incontournable. Je suis frappé par les similitudes. Nous sommes tous en quelque sorte les enfants de notre histoire. Mais nous pouvons aussi choisir d'être touchés par les histoires des autres. Cette capacité est sans doute ce que nous appelons la moralité. Nous ne sommes pas toujours en mesure d'agir face à ce que nous voyons, mais nous avons toujours la liberté de voir, et d'être touchés.

Je viens d'un pays où des gens, au nom de la liberté, ont affronté des attaques au bulldozer, des tirs de fusil, de mitrailleuse et de gaz lacrymogènes. Nous avons résisté à une époque où résister n'était pas à la mode. Et maintenant que nous sommes libres, tout le monde affirme qu'ils ont toujours été avec nous. C'est un peu comme en Europe après la deuxième guerre mondiale. Pendant la guerre, les résistants étaient peu nombreux. Après, on ne trouvait plus un seul sympathisant des nazis, et la très grande majorité déclarait avoir toujours soutenu la résistance.

Je suis étonné de voir à quel point des gens tout à fait honnêtes et bien intentionnés par ailleurs se mettent à tergiverser dès qu'il est question d'Israël et des souffrances des Palestiniens. Voyant cela, je me pose des questions sur ce que nous entendons par honnêteté. L'objectivité, la modération, la capacité de voir les choses des deux côtés, tout ce qui marque la pensée honnêtes, n'ont-elles pas des limites? La modération en présence d'une réelle injustice est-elle réellement de mise? Les deux parties méritent-elles toujours le même traitement, par exemple dans une situation de violence conjugale – une femme battue par un homme qui avait lui-même subi des violences de son père il y a longtemps – parce l'homme aussi est une « victime »?

Nous demandons au monde d'agir maintenant pour mettre fin à la dépossession des Palestiniens. Nous devons faire cesser leur humiliation quotidienne aux checkpoints, en finir avec la honte de ce Mur de l'Apartheid qui coupe les gens de leurs terres, de leur travail et de leur histoire, et lutter contre la torture, l'incarcération sans jugement et les assassinats ciblés de ceux qui osent résister. Notre humanité exige que chacun qui reconnaît le mal en son temps se dresse contre lui, même si ce n'est pas à la mode. Reconnaître et agir contre le mal, c'est réellement renforcer notre humanité. Devant l'oppression, la dépossession ou l'occupation, nous agissons pour que notre propre humanité ne soit pas diminuée par notre silence face à la dégradation d'autres membres de notre famille humaine. Si on vous dévalorise en tant qu'être humain, on me dévalorise aussi. En agissant pour vous défendre, je me défends aussi – je défends l'humain que je suis aujourd'hui, mais aussi mon humanité vulnérable de demain.

Parler de moralité, c'est parler de la capacité d'être touché par des intérêts au-delà de son appartenance ethnique, religieuse ou nationale. Quand notre vision du monde et nos relations avec les autres sont modelés par l'égoïsme – vis à vis de notre religion, notre survie, notre sécurité ou notre ethnicité – alors, inéluctablement, nous en deviendrons tôt ou tard les victimes à notre tour. Quand les humains revendiquent « la réalité », ou la « realpolitik », comme des valeurs en soi, ils le font en général dans leur propre intérêt, même s'ils le justifient selon une logique fondée sur l'ethnicité. Ainsi, même si le but de votre action est d'obtenir du pétrole ou un avantage stratégique, vous la justifiez en invoquant la nécessité d'instaurer la démocratie. Ou encore, vous cherchez à justifier votre pratique de l'esclavage sous le prétexte rassurant que les victimes noires du système seraient peut-être mortes de faim si on les avait laissés en Afrique. Être un humain, un vrai – être *mensch* – c'est autre chose. C'est être capable de dépasser les intérêts particuliers et de comprendre que l'approfondissement de l'humanité est liée au bien de l'autre. Quand la ségrégation des humains devient un dogme et une idéologie, quand elle est imposée et mise en application par la loi, cela s'appelle l'apartheid. Quand certains sont privilégiés simplement parce qu'ils sont nés dans un groupe ethnique donné et qu'ils exploitent leurs privilèges pour déposséder d'autres personnes et user de pratiques discriminatoires à leur encontre, cela s'appelle l'apartheid. Aussi réel que soit le traumatisme qui l'a engendré, aussi profonde que soit la croyance religieuse qui sous-tend le tout, cela s'appelle l'apartheid. Notre façon de répondre à notre propre souffrance et à l'indifférence ou la culpabilité du monde ne justifie jamais le fait de faire souffrir d'autres personnes ou de rester indifférent face au traumatisme qu'ils subissent. La ségrégation devient alors un principe qui permet d'ignorer l'existence de l'autre avec lequel nous partageons un espace de vie. Et il devient aussi le moyen de nier les souffrances et les humiliations subies par l'autre.

Nous ne nions en aucun cas les souffrances subies par les oppresseurs au cours de leur existence individuelle ou collective; simplement, nous refusons l'idée que d'autres doivent en devenir les victimes par la suite. Nous refusons la manipulation de ces souffrances pour servir des intérêts politiques et expansionnistes. Nous n'acceptons pas de payer le prix de la dépossession parce qu'une puissance impérialiste a besoin d'un allié solide en cette partie du globe.

Pour les Sud-africains, s'exprimer sur la vie ou la mort du peuple palestinien, c'est aussi tenter de préserver notre idéal d'une société morale qui ne serait jamais complice de la souffrance des autres. Il existe bien sûr d'autres exemples d'oppression, de dépossession et de



marginalisation dans le monde. Pourtant, aucun n'est aussi reconnaissable pour nous qui avons subi, survécu et finalement surmonté l'apartheid. Pour ceux d'entre nous qui avons vécu l'apartheid en Afrique du Sud et lutté pour nous libérer de ce régime et de tout ce qu'il représentait, la Palestine illustre à bien des égards ce qui reste inachevé dans notre lutte.

Je suis donc venu ici, comme beaucoup d'autres qui ont participé à la lutte contre l'apartheid, et nous avons vu des choses qui nous rappellent ce que nous avons subi. L'Archevêque Desmond Tutu avait évidemment raison de dire à quel point la condition des Palestiniens lui rappelait ce qui nous était arrivé en Afrique du Sud, et de se demander: "Pourquoi avons-nous la mémoire si courte? Les Juifs qui sont nos frères et sœurs ont-ils oublié leur propre humiliation?" Pourtant, à plusieurs égards, ce que nous voyons ici dans votre pays est plus brutal encore, plus implacable et plus inhumain que tout ce que nous avons vécu pendant l'apartheid. En quelque sorte, mes frères et sœurs, je suis gêné de vous voir obligés d'utiliser ce mot qui était autrefois réservé à notre situation, afin d'attirer l'attention à la vôtre.

Les Blancs d'Afrique du Sud ont bien sûr essayé de contrôler les Noirs. Cependant, ils n'ont jamais tenté de nier l'existence même des Noirs, ni entretenu le fantasme de leur disparition pure et simple. Nous n'avons pas vécu une occupation militaire qui privait les occupés de tous leurs droits. Nous n'avons pas connu la barbarie multiforme de ces punitions collectives consistant à démolir les maisons et détruire les vergers appartenant aux familles de rebelles présumés, ni l'expulsion physique de ces familles. Les tribunaux de l'apartheid en Afrique du Sud n'ont jamais légitimé la torture. Les Blancs sud-africains n'ont jamais eu carte blanche pour humilier les Sud-africains noirs comme les colons semblent l'avoir ici. Même les pires fanatiques n'auraient jamais imaginé quelque chose d'aussi macabre que ce mur. Ni la police ni l'armée de l'apartheid n'a jamais tiré des missiles ou envoyé des bombes sur des cibles majoritairement civiles. Les Blancs en Afrique du Sud formaient une communauté stable qui, au bout de plusieurs siècles, a finalement dû composer avec les Noirs (ne serait-ce que parce que leur économie en dépendait). L'idée sioniste qui fait d'Israël le lieu de rassemblement de tous les Juifs – anciens et nouveaux, convertis, reconvertis ou « régénérés » – est profondément problématique, car l'idée de tendre la main à son voisin n'y a aucune place. L'idée semble au contraire de se débarrasser de ses voisins – ce l'on appelle le nettoyage ethnique – et de les remplacer systématiquement par d'autres.

Au temps de notre résistance à l'apartheid, nous étions conscients de la contribution inestimable de la solidarité internationale à la lutte

pour mettre fin à des siècles d'oppression. Aujourd'hui, nous n'avons d'autre choix que de contribuer à notre tour au combat des Palestiniens pour la liberté. Nous le faisons en ayant pleinement conscience que votre liberté contribuera aussi à la liberté de bien des Juifs de réaliser pleinement leur humanité, tout comme la fin de l'apartheid a rendu cette même liberté aux Blancs d'Afrique du Sud. Au plus fort de notre combat pour la liberté, nous n'avons jamais cessé de rappeler à notre peuple que notre combat était aussi un combat pour la libération des Blancs. L'apartheid diminuait les Blancs dans leur humanité tout comme l'injustice envers les femmes diminue l'humanité des hommes. C'est la libération qui permet à l'opresseur de reconquérir son humanité, et Israël ne fait pas exception à cet égard. Lors des rassemblements publics pendant le combat pour la liberté en Afrique du Sud, l'orateur du moment lançait souvent « Un de nous est blessé... » et la foule répondait « ...Nous sommes tous blessés! ». A l'époque, pour nous, la portée de cette phrase était quelque peu limitée, et peut-être en sera-t-il toujours ainsi. Mais ce que nous savons, c'est que la blessure infligée au peuple palestinien est une blessure pour nous tous. Inéluctablement, une blessure infligée à autrui revient hanter l'agresseur. Il est impossible d'arracher la peau d'un autre humain sans porter atteinte en même temps à sa propre humanité. Face à cette monstruosité, ce Mur de l'apartheid, nous vous offrons autre chose – notre solidarité avec le peuple palestinien. Nous vous déclarons notre engagement à vos côtés dans votre combat pour mettre fin à la ségrégation, pour surmonter l'injustice et pour venir à bout de la rapacité, la division et l'exploitation.

Nous avons vu que nos opprimés de hier – en Afrique du Sud pendant l'apartheid et en Israël aujourd'hui – peuvent devenir les oppresseurs d'aujourd'hui. Nous sommes donc à vos côtés pour réaliser votre rêve de créer une société où tous, de toutes origines ethniques et de toutes religions, vivront libres et égaux.

Nous continuons à nous inspirer des paroles de Nelson Mandela, père de notre nation et héros du peuple palestinien. En 1964, il a été jugé coupable de trahison et condamné à mort. Il s'est tourné vers les juges et leur a dit: « J'ai lutté contre la domination des blancs, et j'ai lutté contre la domination des noirs. J'ai chéri l'idéal d'une société libre et démocratique dans laquelle tout le monde vivrait en harmonie et avec les mêmes chances. C'est un idéal pour lequel j'espère vivre. Mais, s'il le faut, c'est un idéal pour lequel je suis prêt à mourir ».

Traduit en français par Ilona Bossanyi

Texte original: Farid Esack: Open Letter to the Palestinian People

Source: An Injury to one...

# **Tournée de Farid Esack, militant sud-africain anti-apartheid**

Actuellement Professeur d'études islamiques à l'université de Johannesburg, ce militant politique a développé une théologie islamique de la libération, en écho au courant chrétien de lutte contre les inégalités initié en Amérique du Sud. Il a notamment été révélé au public français avec son ouvrage *Coran, mode d'emploi* (Ed. Albin Michel, 2004), mais il est l'auteur de nombreux livres sur le combat islamique pour la justice sociale, religieuse et ethnique, dont *Qur'an, Liberation and Pluralism* (Oxford).

Né en 1959 dans une famille musulmane indo-pakistanaise de la banlieue du Cap, sa lutte contre l'apartheid commence dès 1974, quand il devient le président d'un groupe local de lutte contre la ségrégation. Il participa en 1993 à la création de l'organisation sud-africaine *Muslims against Oppression* qui prendra le nom de *Call of Islam*. Celle-ci deviendra une filiale importante de l'*United Democratic Front*, qui figure parmi les plus importantes organisations de lutte contre l'apartheid dans les années 1980.

Devenant l'une des principales figures de la Conférence mondiale des religions pour la paix, il organisa des centaines de manifestations contre l'apartheid, notamment en compagnie des autres religions, insistant sur la nécessité du rapprochement entre les religions dans le combat pour la justice.

Défenseur de toutes les formes d'égalité, Farid Esack est également connu pour sa dénonciation de la politique sioniste, qu'il compare à l'apartheid.

Nous vous invitons à venir le rencontrer dans votre ville :

– Jeudi 26 mars: Conférence à **Paris**

18h30 : Paris 1 Panthéon Sorbonne – 90, rue de Tolbiac, 75013 Paris – Métro Olympiades ligne 14 / Rdv dans la fosse (devant la fac)

<https://www.facebook.com/events/723659931082049/>

– Vendredi 27 mars: Conférence à **Lyon**

19h : Bourse du Travail – Place Guichard, Lyon 3ème (métro B – Guichard) Salle Moissonnier 3° étage (Entrée rue Créqui au n° 205)

<https://www.facebook.com/events/1593593640853956/>

– Samedi 28 mars : Rencontre inter universitaire avec l'Aurdip et rencontre interne avec le réseau Palestine

– Dimanche 29 mars : Conférence à **Lille**

15h : Maison des étudiants (MDE) de Lille 1- Avenue Carl Gauss, 59650 Villeneuve-d'Ascq

<https://www.facebook.com/events/1598682983702263/>

– Lundi 30 mars: Conférence à **Bordeaux**

17h30 : IEP/Science Po – Amphi C (Tram B – Montaigne Montesquieu)

– Mardi 31 mars: Conférence à **Toulouse**

12h30 : Université Mirail -Jean-Jaurès

20h30 : Salle Barcelone – 22 allées de Barcelone (métro B – Compans Caffarelli)

<https://www.facebook.com/events/1810622669163175/>

– Mercredi 1 avril: Conférence à **Montpellier**

\* La Semaine contre l'apartheid israélien (IAW), mise en place depuis 2005, consiste en une série d'initiatives

internationales qui visent à sensibiliser l'opinion sur le système d'apartheid contre le peuple palestinien et à renforcer le soutien au mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS). En 2014, les initiatives de l'IAW, comprenant des rassemblements, conférences, spectacles culturels, projections de film, expositions multimédias et actions BDS, ont été organisées dans plus de 200 villes et campus universitaires, dans 28 pays.

<http://apartheidweek.org/>

---

## **Boycott contre l'apartheid : après l'Afrique du Sud, la Palestine**

Article paru dans :



**Comment est né le mouvement Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS) ?**

En 2004, la Cour internationale de justice a rendu un avis qui condamnait le mur colonial et d'apartheid construit par Israël en Cisjordanie pour étendre son territoire, englober des colonies implantées illégalement, et isoler la population palestinienne de Cisjordanie. La condamnation étant restée sans effet, un an après en juillet 2005 plus de 170 associations palestiniennes ont donc lancé un appel. Le mouvement BDS, à l'image de la campagne contre l'apartheid en Afrique du Sud, comporte plusieurs volets : économique, sportif, culturel, académique.

**Quels sont les objectifs du mouvement BDS ?**

Le premier consiste à mettre fin à l'occupation, la colonisation, le mur, et depuis 2007 au blocus de Gaza. Nous demandons aussi une pleine égalité de droits pour les Palestiniens d'Israël, aujourd'hui traités comme des citoyens de seconde zone. La troisième revendication est le droit au retour des réfugiés, qui représentent au moins la moitié de la population palestinienne.

**Depuis les derniers massacres de Palestiniens à Gaza, le mouvement de boycott semble monter en puissance. Où en est-il aujourd'hui ?**

En France, la campagne a vraiment démarré après l'opération « Plomb durci » menée par l'armée israélienne contre Gaza, en 2008-2009. Nous sommes à présent très sollicités par de nombreuses demandes de participation. Le mouvement est international : Angleterre, Irlande, pays d'Europe du Nord, Etats-Unis, Canada, Amérique latine, Japon ou encore Maroc et Australie...

**Quel est son impact ?**

Il y a eu dernièrement des victoires spectaculaires, comme dans deux ports des Etats-Unis, où un navire marchand transportant des produits israéliens a rebroussé chemin, bloqué par des manifestants. Les exportations de produits agricoles issus des colonies commencent à baisser. Mais l'économie israélienne reste forte, notamment dans le matériel d'armement et de sécurité et les produits high-tech. Le boycott culturel, qui vise à atteindre l'image d'Israël, est tout aussi efficace. Il ne s'agit pas de viser des individus en tant que tels, mais des institutions de l'Etat d'Israël : des artistes ont refusé les invitations d'institutions israéliennes, parce qu'Israël se sert d'eux pour se blanchir de ses crimes, et des contrats de coopération avec des universités ont été rompus au motif qu'elles menaient des recherches contribuant à améliorer l'armement utilisé contre les Palestiniens.



**Vous invitez les consommateurs à ne plus acheter certains produits. Comment décidez-vous de cibler telle ou telle marque ? Parmi les comités locaux qui participent à la**

**campagne de boycott, des tracts circulent qui mettent en cause de nombreuses entreprises telles que Coca Cola, Mac Do ou Danone. Qu'en pensez-vous ?**

Nous nous fions aux recommandations de la direction palestinienne de BDS. Celle-ci estime que pour obtenir des victoires, il ne faut pas appeler au boycott tous azimuts. Si nous nous dispersons, nous limitons nos possibilités de succès. Nous ciblons donc essentiellement les entreprises israéliennes : la société Sodastream, qui fabrique des machines à gazéifier l'eau, la société Mehadrin, qui exporte des produits agricoles, la société TEVA qui fabrique des médicaments génériques, etc. Il y a aussi quelques sociétés non israéliennes qui participent directement à la répression du peuple palestinien, comme Caterpillar, qui fournit les bulldozers utilisés pour détruire des maisons palestiniennes. **Pourquoi boycotter l'ensemble des produits israéliens, et pas seulement ceux issus des territoires occupés illégalement ?**

D'abord il n'y a pas de véritable traçabilité des produits ; Israël essaie de faire domicilier les entreprises coloniales sur son territoire. Ensuite, la politique coloniale d'Israël est présente dans toutes ses instances économiques. Et se concentrer sur les seuls produits des colonies accrédirait l'idée que la question de la colonisation dépasse toutes les autres, alors que le mouvement BDS se fonde sur les trois objectifs que j'ai cités.



**Ciblez-vous des entreprises françaises ?**

Oui, sur le terrain du désinvestissement. Nous appelons Orange à rompre son partenariat avec une société israélienne qui installe des antennes et relais en Cisjordanie et au Golan au profit de l'armée d'occupation et des colons. Nous démarchons aussi les équipes municipales qui ont des contrats avec Veolia pour leur demander de ne pas les renouveler : cette multinationale a participé à la construction du tramway reliant Jérusalem aux colonies, et elle gère en Cisjordanie une déchetterie au service des Israéliens. Dans le cas des contrats de fourniture d'eau, les associations qui interviennent contre la privatisation de l'eau sont des

alliées.

### **Comment agissez-vous, concrètement, auprès des entreprises ?**

Nos actions sont diverses. Nous expliquons aux gérants des grandes surfaces que la mise en vente de produits issus des colonies est contraire à leur charte éthique et viole le droit international. Nous développons aussi des campagnes contre la publicité pour certains produits : par exemple contre la publicité que France Télévisions fait pour le gazéificateur Sodastream dans diverses émissions sur France 2 ou FR3. Nous intervenons aussi par exemple devant les boutiques d'Orange, et nos actions sont souvent relayées par la presse régionale ; les gens signent des cartes/pétitions au PDG d'Orange et au directeur de leur agence locale.

### **Le troisième volet de la campagne est intitulé « sanctions ». En quoi consiste-t-il ?**

Ce volet est le plus difficile à atteindre car il concerne principalement les Etats. Mais il commence à y avoir des avancées. Plusieurs pays d'Amérique latine ont rappelé leurs ambassadeurs en Israël. L'Union européenne a fini par promulguer des lignes directrices proscrivant tout financement de sociétés opérant dans les colonies, et nous faisons campagne pour qu'elle suspende son accord d'association (tarifs douaniers préférentiels) avec Israël jusqu'à ce que ce pays se conforme au droit international. Une campagne citoyenne exigeant un embargo sur le commerce des armes avec Israël se développe.

### **Et sur place, en Palestine ? Comment se passe la campagne de boycott ?**

Les territoires palestiniens sont enclavés et leurs habitants sont obligés d'acheter des produits fabriqués en Israël. Mais des actions sont menées pour identifier les produits qui viennent des colonies, et certains produits d'Israël sont remplacés par des productions palestiniennes : c'est ainsi qu'en Cisjordanie, une fabrique de lait s'est développée et a augmenté sa production.

### **En Israël aussi, des citoyens participent à la campagne...**

Les militants de « Boycott from within » (Boycott de l'intérieur) jouent un rôle important dans le boycott



culturel, et l'association « Who Profits » (Qui profite ?) communique des informations sur l'implication des entreprises dans les colonies. Mais la minorité anticolonialiste israélienne est mal perçue par la majorité de la population, qui se crispe dans une mentalité victimaire et majoritairement anti-arabe. Cette minorité anticolonialiste est très active mais son poids ne suffit pas pour peser sur la politique en cours. Elle permet cependant de manifester que le conflit n'est pas entre religions, ou entre communautés, mais bien un conflit colonial.



**Vous employez le mot apartheid pour décrire la situation en Israël et en Palestine. Pourquoi cette référence à l'histoire sud-africaine ?**

La notion de crime d'apartheid existe en droit international depuis 1973. On se trouve dans une situation d'apartheid (développement séparé) quand un groupe social exerce un système de domination contre un autre groupe. En Cisjordanie, il y a un réseau routier réservé à la population israélienne et un autre réseau pour les Palestiniens. En Israël les Palestiniens n'ont pas les mêmes droits concernant le regroupement familial, les demandes de permis de construire... Ils représentent 20 % de la population et n'occupent que 3 % des terres, 1 % des postes d'enseignement supérieur ... Les opposants palestiniens sont soumis à des lois plus répressives. La situation de la population de Gaza et le refus du droit au retour des réfugiés sont également des cas flagrants.

**Vous êtes membre de l'Union juive française pour la paix, qui soutient la campagne de boycott et fait partie du mouvement de solidarité avec le peuple palestinien. Cette voix juive que vous essayez de faire entendre n'est pas la plus médiatisée...**

Nous refusons les crimes perpétrés par l'Etat d'Israël au nom des juifs du monde entier. Nous combattons le Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France, Ndlr), qui prétend représenter l'ensemble de la population juive et qui est reconnu par l'Etat français, alors qu'il ne représente qu'une minorité et est une courroie de transmission de la

politique de l'Etat d'Israël. On peut être juif et antisioniste : le sionisme est resté très longtemps minoritaire parmi la population juive. Il n'est devenu majoritaire qu'après le génocide nazi. Nous sommes attachés aux valeurs de justice, d'égalité des droits, de libération des peuples opprimés. Notre culture s'appuie sur les mémoires des résistances juives contre le racisme, le fascisme, les politiques coloniales. Et tout en luttant contre l'antisémitisme, généré notamment par la politique israélienne, nous insistons sur le fait qu'il existe aujourd'hui en France d'autres formes de racisme beaucoup plus répandues : ainsi l'islamophobie, les racismes anti-rom et anti-arabe, l'idéologie du choc des civilisations...

Jean-Guy Greilsamer, [BDS France](#)



Recueilli par Lisa Giachino

Sites : [www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org) – [www.ujfp.org](http://www.ujfp.org)

Source:

<http://www.lagedefaire-lejournal.fr/boycott-contre-lapartheid-apres-lafrique-du-sud-palestine/>

---

# Résumé des succès du BDS en 2013

Par le BNC, comité national palestinien du BDS

10 janvier 2014

<http://www.bdsmovement.net/2014/2013-round-up-11579>

## Janvier

[Veolia se retire des enchères pour un contrat sur l'eau en Californie après les protestations contre ses violations des](#)

## [droits des Palestiniens](#)

Le retrait de Veolia des enchères sur le contrat de 325 millions de dollars a fait suite aux efforts des citoyens du comté Yolo d'empêcher l'attribution du contrat à cause de l'implication de la compagnie dans l'infrastructure illégale des colonies israéliennes.

## [Cinq grands syndicats de Galice en Espagne adoptent le BDS](#)

Cinq syndicats importants de la région de Galice dans l'État espagnol ont annoncé leur soutien au BDS.

## [L'association des étudiants de Concordia soutient la campagne BDS contre l'apartheid israélien](#)

L'assemblée générale des étudiants de l'université Concordia de Montréal a voté sa participation au mouvement BDS à une grande majorité.

## [Une compagnie agricole sud-africaine coupe ses liens avec l'exportateur israélien Hadiklaim](#)

Karsten Farms a aussi entrepris de n'établir aucune relation future avec aucune entité israélienne complice de l'occupation israélienne illégale de la Palestine.

## [Les magasins Sud-africains de jouets Reggies stoppent leur soutien au KKL-FNJ](#)

Le KKL-FNJ est un organisme para étatique israélien directement impliqué dans les violations des droits humains contre le peuple palestinien. Auparavant Reggies soutenait, était partenaire et contribuait financièrement au FNJ Israélien.

## [Hyundai cesse ses relations avec une compagnie participant à la démolition de maisons](#)

La compagnie coréenne Hyundai avait fourni des pelleteuses à la société israélienne AEG, utilisées par les autorités israéliennes pour détruire les maisons palestiniennes.

## [Le guitariste Stanley Jordan annule sa performance à l'Israeli Jazz Festival](#)

Guitariste créatif et acclamé, Jordan avait été annoncé parmi les têtes d'affiche du festival.

## [Le groupe de Trash Metal Kreator annule son concert en Israël](#)

Kreator, qui ont joué en Israël en 2006, ont annulé leur

concert puis choisi de ne pas le reprogrammer.

## Février



### [Des manifestations à Gaza et dans 40 villes européennes appellent à cesser le commerce avec les entreprises agricoles israéliennes](#)

Les organisations agricoles palestiniennes ont lancé un [appel à l'action de la société civile contre les compagnies israéliennes d'exportation agricole](#) comme Mehadrin et Arava, en raison de leur rôle dans la colonisation de la Palestine et dans la destruction de l'agriculture palestinienne par Israël. L'appel et le document accompagnateur Farming Injustice (traduction : [Cultures d'injustice](#)) ont été lancées dans le cadre d'une journée d'action où des manifestations ont eu lieu à Gaza et dans 40 villes européennes.

### [Une commission d'enquête de l'ONU sur les colonies israéliennes appelle à des sanctions](#)

Le rapport d'une commission d'enquête de l'ONU sur les colonies israéliennes illégales a appelé les Etats à accorder à Israël le traitement réservé aux Etats responsables de violations sérieuses similaires – c'est-à-dire une interdiction du commerce avec les colonies, et des boycotts et sanctions contre l'État d'Israël et ses institutions.

### [L'association des étudiants de l'université de Dundee vote pour la rupture des liens avec G4S](#)

Les étudiants de l'association des étudiants de l'université de Dundee (DUSA) en Écosse ont voté à une grande majorité lors de leur assemblée générale annuelle la rupture des liens avec la société de sécurité anglo-danoise G4S pour son rôle dans le

système carcéral et dans l'occupation israélienne.

### [Shuggie Otis annule son concert en Israël](#)

Le chanteur compositeur légendaire Shuggie Otis a tranquillement annulé un concert en Israël

## Mars



### [Des manifestations en Palestine et des actions internationales BDS marquent la Journée de la terre palestinienne](#)

Les supporters internationaux de la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'égalité ont marqué la Journée de la terre par des actions et initiatives pour approfondir les campagnes de boycott, désinvestissements et sanctions (BDS) contre Israël.

### [Un syndicat étudiant australien quitte un concours de SodaStream](#)

Le syndicat des étudiants de l'université La Trobe applique le soutien au BDS en annulant un concours dans lequel une machine SodaStream était annoncée comme prix. SodaStream est une compagnie israélienne dont les machines à boisson sont fabriquées dans une colonie israélienne illégale.

### [Les étudiants californiens votent le soutien au BDS](#)

Les conseils étudiants des collèges de l'Université de Californie à San Diego, Irvine, Riverside et Berkeley ont voté le soutien.

### [Le conseil du Clackmannanshire devient le troisième gouvernement local écossais à soutenir le boycott d'Israël](#)

« Tout comme les sanctions individuelles contre l'apartheid en Afrique du Sud ont conduit finalement à sa chute, les sanctions individuelles et collectives contre l'État d'Israël mettront fin à l'apartheid et à la souffrance en Palestine »,

a exprimé la motion du gouvernement local. Les conseils de West Dunbartonshire et de Stirling soutiennent aussi le boycott.

### [La fédération des étudiants de York soutient la campagne BDS](#)

Le bureau de la fédération des étudiants de York au Canada vote le soutien au BDS par 18 voix contre 2 et appelle l'université de York à retirer ses investissements des sociétés qui vendent des armes et de l'équipement militaire à Israël.

### [Le droit des syndicats universitaires britanniques à boycotter Israël est confirmé par un conseil des prud'hommes](#)

Les organisations pro-israéliennes ont complètement échoué dans leurs tentatives soutenues par le gouvernement israélien de faire juger discriminatoire par le conseil des prud'hommes la position pour le boycott du Syndicat des universités et collèges.

### [L'église mennonite des USA désinvestit des violations israéliennes des droits humains](#)

Le conseil des directeurs du comité central mennonite a décidé à l'unanimité que le MCC US n'investira pas consciemment dans des compagnies qui bénéficient des produits ou des services utilisés pour perpétrer des actes de violence contre les Palestiniens.

## Avril



### [Action mondiale contre G4S pendant le jour des prisonniers](#)

G4S fournit des équipements de sécurité aux prisons israéliennes, aux check-point et aux colonies. Des actions

contre G4S ont été organisées dans 11 pays pour coïncider avec le jour des prisonniers politiques palestiniens. Les protestations se sont tenues devant les bureaux de G4S ; le Scottish Trade Union Congress et des associations du Moyen-Orient ont publié des déclarations soutenant la campagne contre G4S.

[Le syndicat des étudiants de l'université de Toronto Scarborough \(SCSU\) devient le neuvième syndicat d'étudiants canadiens à rejoindre le mouvement BDS](#)

[Les étudiants belges appellent au boycott universitaire](#)

Une fédération représentant 100 000 étudiants belges de l'éducation supérieure a appelé à un gel de tous les partenariats universitaires avec les institutions universitaires israéliennes.

[L'association d'études des Américains d'origine asiatique approuve à l'unanimité une résolution de boycott](#)

L'assemblée générale de l'association d'études des Américains d'origine asiatique (AAAS) des USA a voté à l'unanimité pour une résolution soutenant le boycott des institutions universitaires israéliennes.

[Les étudiants du Sussex appellent l'université à résilier les contrats avec Veolia](#)

Des milliers d'étudiants de l'université du Sussex en Grande-Bretagne ont voté une résolution pressant le syndicat étudiant à soutenir une campagne pour que l'université résilie son contrat avec Veolia à en raison du rôle de la multinationale française dans la gestion de l'infrastructure des colonies israéliennes illégales.

[Le syndicat des enseignants d'Irlande soutien le boycott universitaire](#)

La motion du congrès annuel du syndicat des enseignants d'Irlande, qui qualifie Israël d' « État d'apartheid », appelle « tous les membres à cesser toute collaboration culturelle et universitaire avec Israël, y compris l'échange de scientifiques, d'étudiants et de personnalités universitaires, ainsi que toute coopération dans les programmes de recherche ». La motion a été adoptée à

l'unanimité.

### [Les étudiants de Sydney soutiennent le boycott universitaire](#)

« Israël n'écoute ni les mots ni les motions et continue de violer les droits humains et d'agir en violation du droit international. Comme en Afrique du Sud, un changement n'aura lieu que par des actions pacifiques de campagnes telles que le BDS », explique la déclaration approuvée par le Conseil représentatif des étudiants de l'université de Sydney.

### [L'association d'études des Américains d'origine asiatique s'associe au boycott universitaire](#)

L'association d'études des Américains d'origine asiatique vote de soutien au boycott universitaire des institutions académiques israéliennes, devenant la première organisation universitaire des USA à le faire.

## **Mai**



### [Stephen Hawking s'associe au boycott universitaire d'Israël](#)

Le physicien de renommée mondiale Stephen Hawking s'est retiré d'une conférence en l'honneur du président israélien Shimon Peres. Une déclaration publiée par le comité britannique pour les universités de Palestine avec l'approbation de Hawking décrit cette décision comme « sa décision indépendante de respecter le boycott, basée sur sa connaissance de la Palestine, et sur l'avis unanime de ses propres contacts universitaires là-bas ».

### [La commission chargée des associations de bienfaisance ouvre une enquête sur la légalité de la discrimination raciale du KKL-JNF](#)

La décision d'ouvrir une enquête fait suite à une demande de la campagne Stop the JNF à la commission chargée des associations de bienfaisance pour retirer le Fonds National



Juif du registre britannique des associations de bienfaisance.

### [L'université de Sheffield vire Veolia](#)

L'Université de Sheffield a décidé de ne pas renouveler son contrat de collection des ordures avec la corporation multinationale Veolia, à la suite d'une campagne débutée par la Palestine Society du campus et soutenue par le syndicat étudiant. La décision couronne une année d'activité intense et réussie des militants étudiants britanniques.

### [La United Church of Canada débute une campagne de boycott des colonies](#)

Cette campagne a été intitulée Unsettling Goods: Choose Peace in Palestine and Israel.

## **Juin**

### [Un diplomate sud-africain rejette les honneurs du KKL-FNJ](#)

Un ancien ambassadeur sud-africain en Israël dit qu'il va retourner un certificat l'informant que 18 arbres ont été plantés en son honneur dans une forêt israélienne par le Fonds National Juif (FNJ) et le ministère israélien des affaires étrangères.

### [Plus de 150 organisations de solidarité sont solidaires des militants français confrontés à des actions judiciaires](#)

Les militants français sont confrontés à des accusations criminelles pour leur activité de solidarité BDS depuis 2009.

### [La réalisatrice Mira Nair soutient le boycott culturel](#)

La réalisatrice de Bombay ! et de Monsoon Wedding refusé une invitation à porter en Israël son dernier film 'L'intégriste malgré lui', citant l'appel palestinien au boycott culturel dans une série de Tweets.

## **Juillet**



### [Les géants du rock US The Killers se retirent d'un concert en Israël](#)

The Killers avaient déjà reçu la moitié de leurs honoraires pour le concert quand ils ont annoncé qu'ils annuleraient la performance à la suite de lettres et d'appel des militants.

## [L'UE exclut les entités coloniales de la réception de prêts et de financements](#)

Après des années de lobbying par la société civile sur cette question, l'UE a publié une directive empêchant les ministères, entités publiques et entreprises israéliennes opérant dans les territoires palestiniens occupés de recevoir des prêts, valant plusieurs centaines de millions d'euros par an, par la Banque d'Investissement Européenne. La directive stoppe aussi l'attribution de subventions aux ministères, entités publiques et entreprises privées israéliennes pour des activités prenant place dans les territoires occupés, même si leur siège est dans les frontières d'Israël d'avant 1967.

## [Les mouvements sociaux latino-américains appellent à la fin de l'accord de libre-échange avec Israël](#)

La société civile des cinq pays du Mercosur (Brésil, Argentine, Venezuela, Uruguay et Paraguay) ont adopté à nouveau au XVe sommet social un appel clair pour la fin de l'accord de libre-échange entre le Mercosur et Israël.

## [Une nouvelle frise chronologique interactive du mouvement BDS expose les succès](#)

La frise chronologique, sur le site BDS movement.net, a été lancée pour commémorer le huitième anniversaire de l'appel BDS

## [Le fonds de pension géant étasunien TIAA-CREF désinvestit de SodaStream](#)

« Quelle que soit la raison pour laquelle TIAA-CREF a laissé tomber SodaStream, nous y voyons une décision scrupuleuse », dit Sidney Levy de la campagne We Divest, qui mène campagne pour que TIAA-CREF désinvestisse des compagnies qui participent aux violations israéliennes du droit international.

## [Des distributeurs néerlandais boycottent les colonies](#)

Les médias ont rapporté de Hollande que deux grandes chaînes de distribution du pays ont cessé de vendre des marchandises produites dans les colonies israéliennes.

## **Aout**

### [Une grande banque scandinave désinvestit de Cemex à cause de l'extraction des ressources naturelles palestiniennes](#)

Nordea a exclu la compagnie à la suite de l'engagement militant de l'organisation Aide du peuple norvégien (NPA) et du Syndicat norvégien des employés municipaux et généraux (NUMGE).

### [Des musiciens de jazz boycottent le festival de la mer Rouge](#)

Les artistes de jazz étasuniens Chris Daddy Dave et Matt Schofield avec son groupe, le Matt Schofield Trio, ont annulé leurs performances dans le festival israélien de musique.

## Septembre



**DUMP**  
**VEOLIA**

### [Sous la pression du boycott, Veolia abandonne le réseau de bus des colonies](#)

Veolia a révélé qu'il cessera d'exploiter les lignes de bus pour colons en Cisjordanie occupée car la compagnie continue de perdre des contrats en Europe et aux USA à cause de son soutien à l'apartheid israélien. Veolia continue d'exploiter le projet illégal de tramway à Jérusalem.

### [Une firme hollandaise se retire d'une usine traitement d'eaux usées pour les colons de Jérusalem Est](#)

Royal HaskoningDHV a annoncé qu'il se retirait d'un projet d'usine de traitement d'eaux usées à Jérusalem Est occupé à la

suite de pressions du gouvernement hollandais.

### [Les Quakers de trois états des USA appellent au boycott et au désinvestissement](#)

Le Lac Erie Yearly Meeting, une organisation Quaker régionale regroupant Ohio, Michigan et Pennsylvanie Ouest, est devenu le premier Yearly Meeting Quaker étasunien à adopter officiellement le boycott et le désinvestissement visant les sociétés complices de l'occupation israélienne.

## **Octobre**



### [Un syndicat norvégien termine son contrat avec G4S, un « acte de solidarité » avec les Palestiniens](#)

Industri Energi, un syndicat pour les travailleurs des secteurs de l'énergie et de l'industrie lourde, a saqué G4S comme agence de sécurité de ses bureaux à cause du rôle de la compagnie dans les prisons israéliennes, les check-points et les colonies. La même semaine, l'association des enseignants de Londres Est a passé une résolution condamnant le rôle de G4S dans la détention des enfants palestiniens.

Les contrats liés aux colonies des territoires occupés pourraient être « criminels », avertit un expert de l'ONU Richard Falk a dit que son bureau à essayé d'informer les sociétés, parmi lesquelles le groupe bancaire européen Dexia et la société immobilière étasunienne Re/Max que la poursuite de leurs pratiques dans les territoires pourrait être «

problématique ».

### [Les boycotts forcent à l'annulation d'un festival de rock en Israël](#)

Circus Maximus (Norvège), Haken (UK), et Bumblefoot (USA) étaient supposés jouer en Israël au festival de rock Progstage. Après leurs annulations qui ont suivi les discussions avec les militants BDS, le festival entier a été annulé.

## **Novembre**



### [Un grand fonds de pension des USA désinvestit son fonds éthique de Veolia](#)

Le fonds de pension géant étasunien TIAA-CREF a retiré Veolia Environnement du portefeuille de son Fonds de Choix Sociaux à la suite de la pression de la coalition We Divest.

### [St Louis jette le profiteur de l'occupation Veolia](#)

L'opposition rencontrée par Veolia pour son rôle dans les colonies illégales israéliennes l'a conduit à se retirer de la ville. Veolia aurait dit que Saint-Louis « ne vaut pas le coup. Ça ne vaut pas les torts faits aux affaires [de Veolia]).

### [Une organisation de droits humains sud-africaine termine son contrat avec G4S](#)

Le Trauma Centre du Cap a publié une déclaration s'opposant au rôle de G4S dans les prisons israéliennes où les Palestiniens sont détenus sans procès et torturés.

### [Le parti de gauche adhère à la campagne BDS](#)

Le grand parti de gauche français, dont le leader Jean-Luc Mélenchon a gagné 11 % des voix aux élections présidentielles de 2012, s'est aussi engagé à soutenir les campagnes de BDS

France.

### [La deuxième université norvégienne écarte G4S pour son soutien à l'apartheid israélien](#)

L'université norvégienne de Bergen a choisi d'écarter G4S comme agent de sécurité à cause de son rôle dans le système carcéral israélien et dans les colonies illégales israéliennes.

### [La campagne de boycott coûte de contrats universitaires à G4S](#)

Deux grandes universités britanniques ont choisi de ne pas accorder à G4S le contrôle de la sécurité des campus à la suite de campagnes des étudiants critiquant la compagnie

## **Décembre**

### [La compagnie des eaux hollandaises Vitens boycotte la société des eaux de l'État israélien](#)

Vitens, le premier fournisseur d'eau potable en Hollande, a mis fin à son accord de coopération avec la compagnie nationale des eaux d'Israël Mekorot à cause de son rôle dans le vol des eaux palestiniennes. Dans le même temps, le gouvernement hollandais prend des mesures pour empêcher qu'un forum d'affaires Israël-Hollande soit utilisé pour développer des liens avec les compagnies qui opèrent dans les colonies israéliennes illégales.

### [Le gouvernement britannique avertit les milieux d'affaires sur l'entreprise illégale israélienne de colonisation](#)

Le gouvernement britannique a publié des conseils avertissant les milieux d'affaires sur les problèmes et les risques associés à la conduite d'affaires avec les colonies israéliennes illégales.

### [La Roumanie stoppe l'envoi de travailleurs du bâtiment en Israël en raison des colonies](#)

Le gouvernement roumain a annoncé qu'il stoppera l'envoi de travailleurs du bâtiment en Israël si le gouvernement israélien ne s'engage pas à ce qu'ils ne travaillent pas en Cisjordanie.

### [Des détaillants de Rome boycottent SodaStream](#)

La compagnie israélienne Sodastream est visée par une campagne

internationale de boycott qui a comporté récemment 50 actions dans six pays.

### [Les campagnes de boycott prennent leur essor en Amérique latine](#)

Les mouvements sociaux brésiliens mènent campagne contre l'accord de libre-échange entre le Mercosur et Israël, les groupes colombiens lancent une pétition Veolia et les militants mexicains protestent contre des événements de propagande israélienne.

### [Un syndicat hollandais élimine G4S pour son aide aux violations israéliennes des droits humains](#)

AbvaKabo, un syndicat hollandais de 350 000 membres, a cessé ses relations avec G4S, une société de sécurité privée qui a équipé les prisons israéliennes en Cisjordanie occupée.

Traduction: JPB pour BDS France

---

# **Tribunal Russel pour la Palestine et BDS**

Une conséquence cruciale des conclusions du TRP est le soutien au développement de la Campagne BDS – c'est-à-dire de Boycott, Désinvestissement, Sanctions contre Israël jusqu'à ce que cet Etat se conforme au droit international.

Le TRP a caractérisé la politique israélienne comme étant une politique d'apartheid et donc sujette aux sanctions ciblant tout régime d'apartheid.

Dans la synthèse des conclusions de sa troisième session, qui a eu lieu en Afrique du Sud à Cap Town entre les 5 et 7 novembre 2011 le Tribunal exhorte explicitement : *« la société civile mondiale (y compris tous les groupes et individus qui travaillent de leur mieux en Israël et en territoire*

*palestinien occupé pour lutter contre le système de domination raciale qui y règne) à reproduire l'esprit de solidarité qui a contribué à mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud, notamment en conscientisant les parlements nationaux par rapport aux conclusions de ce Tribunal et en soutenant la campagne de Boycott, de Désinvestissement et de Sanctions (BDS) »*

Cette déclaration est renouvelée à plusieurs reprises dans les conclusions finales formulées à Bruxelles.

Ainsi dans une partie intitulée « Futures actions et pistes pour l'avenir. Les initiatives de la société civile » nous pouvons lire :

*« Le Tribunal renouvelle son soutien et se félicite de la campagne BDS, qui doit s'intensifier au sein de l'Union européenne et s'étendre à d'autres Etats, organisations régionales et institutions intergouvernementales »*

Et plus loin :

*« Le Tribunal promeut l'idée d'un partenariat entre les organes de l'ONU et la société civile afin de faire pression sur Israël sur les questions de BDS en s'inspirant directement de l'expérience du mouvement anti-apartheid en Afrique du Sud dans les années 1970, 1980 et 1990 »*

Tout ceci me conduit à vous donner des précisions sur l'histoire, les fondements et le contenu du mouvement BDS, puis à vous expliquer que la Campagne BDS ça marche, et qu'il faut donc persévérer dans cette voie.

La campagne BDS a été lancée le 9 juillet 2005 par plus de 170 associations de la société civile palestinienne un an après la condamnation par la Cour Internationale de Justice du Mur dit de Séparation, condamnation restée sans suite.

Ces associations déclarent :

*« **Nous, représentants de la Société civile palestinienne,** invitons les organisations des sociétés civiles internationales et les gens de conscience du monde entier à imposer de larges boycotts et à mettre en application des initiatives de retrait d'investissement contre Israël tels que ceux appliqués à l'Afrique du Sud à l'époque de l'Apartheid.*



*Nous faisons appel à vous pour faire pression sur vos états respectifs afin qu'ils appliquent des embargos et des sanctions contre Israël. Nous invitons également les Israéliens honnêtes à soutenir cet appel, dans l'intérêt de la justice et d'une véritable paix. Ces mesures de sanction non-violentes devraient être maintenues jusqu'à ce qu'Israël honore son obligation de reconnaître le droit inaliénable des Palestiniens à l'autodétermination et respecte entièrement les préceptes du droit international»*

Puis ces associations de la société civile palestinienne énoncent les 3 objectifs du mouvement BDS :

**« 1. Mettre fin à l'occupation et à la colonisation de toutes les terres arabes et démanteler le Mur ;**

A ce premier objectif s'est ajouté depuis 2005 l'exigence de mettre fin au blocus de Gaza.

**2. Reconnaître les droits fondamentaux des citoyens arabo-palestiniens d'Israël à une égalité absolue ; et**

**3. Respecter, protéger et favoriser les droits des réfugiés palestiniens à revenir dans leurs maisons et propriétés comme stipulé dans la résolution 194 de l'ONU »**

La campagne se développe dans de nombreux pays (en Europe, en Amérique, au Japon, au Maroc, etc), y compris en Israël où le mouvement « Boycott from Within » (Boycott de l'intérieur), bien que très minoritaire, apporte une aide précieuse à la Campagne BDS.

Elle a pris son essor en France depuis l'opération « Plomb durci » contre le peuple gazaoui au cours de l'hiver 2008-2009. Le site de la Campagne BDS France est :

[www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org)

La campagne se déploie selon plusieurs axes, comme c'était le cas du boycott de l'Afrique du Sud : les boycotts économique, sportif, universitaire et culturel.

Le boycott économique appelle les consommateurs ou n'importe quel organisme à ne pas se rendre complices d'une politique de violation du droit international et des droits humains en achetant des produits israéliens, qu'ils viennent des colonies de Cisjordanie ou du territoire israélien dans les frontières

de 1967. Il vise aussi certaines sociétés non israéliennes qui participent directement à la répression du peuple palestinien. Parmi l'ensemble de ces cas, citons les campagnes qui ciblent les entités suivantes :

- la société Mehadrin, exportatrice de produits agricoles israéliens souvent issus des colonies,
- les magasins Séphora qui commercialisent les produits de beauté Ahava issus de la Mer Morte,
- la société qui commercialise les produits Sodastream (dont le gazéificateur),
- Keter (qui fournit du petit matériel d'équipement),
- les médicaments génériques TEVA (pour lesquels il est régulièrement fait une publicité sur France Info),
- la société anglo-danoise G4S qui équipe les prisons israéliennes de son matériel dit de sécurité,
- la société américaine Caterpillar, qui participe à la destruction du patrimoine palestinien et est complice de l'écrasement par ses bulldozers de citoyens Palestiniens et aussi de la militante pacifiste Rachel Corrie.

D'autres campagnes visent à ce que des sociétés se désinvestissent de leurs partenariats complices de la politique coloniale israélienne.

Ainsi la société Orange, qui a conclu un partenariat avec l'entreprise israélienne Partner Communications, qui installe des antennes et relais sur des terres confisquées aux Palestiniens pour le seul bénéfice de l'armée ou des colons. Ainsi aussi Veolia qui gère une déchetterie au service des colons et a d'importants projets d'investissements en Israël.

Venons-en à présent au boycott sportif, pour attirer l'attention sur le fait qu'il dénonce notamment la politique israélienne qui consiste à empêcher le peuple palestinien de pratiquer librement les sports et à se doter des moyens nécessaires, et qui consiste aussi à emprisonner arbitrairement des joueurs récalcitrants.

Les boycotts universitaire et culturel visent quant à eux des

initiatives sponsorisées par l'Etat d'Israël. Nous nous adressons aussi aux artistes qu'Israël invite à des festivals pour avoir l'air d'être un Etat très ouvert à tous les courants culturels, et nous les exhortons à ne pas accepter de servir de caution morale destinée à blanchir Israël de ses crimes. Des responsables israéliens de haut niveau avouent d'ailleurs eux-mêmes que la culture leur est très utile pour leur propagande.

### **BDS remporte d'importants succès, et particulièrement au cours de la dernière période.**

Signalons la faillite en 2011 de l'entreprise d'exportation de produits agricoles Agrexco, les grosses pertes de marchés pour les entreprises Alstom, qui a construit le tramway reliant Jérusalem à des colonies, et Veolia, dont le cours de l'action a chuté, la crise de la banque franco-belge Dexia qui participe au financement des colonies ...

D'importantes sociétés de fonds de pension se désinvestissent de sociétés israéliennes travaillant pour l'occupation, et récemment PGGM, la plus grande société de gestion de fonds de pension des Pays-Bas, a décidé de retirer l'ensemble de ses investissements de cinq grandes banques d'Israël. En Grande Bretagne, Hollande et Suisse des directions de grandes surfaces ont décidé de retirer de leurs étalages les produits des colonies, se conformant ainsi à l'esprit des lignes directrices de l'Union Européenne, aussi nommées « guidelines » entrées en application le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et visant à proscrire tout financement et toute subvention aux sociétés travaillant pour les colonies.

Vivens, le plus gros fournisseur d'eau potable des Pays-Bas, a depuis peu mis fin à sa coopération avec Mekorot, la compagnie nationale d'eau israélienne.

Dans des pays tels que l'Afrique du Sud, la Norvège, la Grande Bretagne, les Pays Bas, de très importantes fédérations syndicales renoncent aux services et aux contrats avec des firmes internationales complices de l'occupation, telles que Veolia et G4S.

D'importantes universités ont également rompu leurs relations, notamment en Afrique du Sud ou même aux Etats-Unis. Récemment l'une des principales institutions universitaires américaines, l'American Studies Association (ASA) a invité tous ses membres à couper toutes relations de nature institutionnelle avec les universités israéliennes. Diverses églises importantes se réclamant de divers courants religieux appellent aussi à BDS.

La Campagne BDS jouit également du soutien d'artistes de renom international, qui sont de plus en plus nombreux à refuser ou à annuler des tournées en Israël, d'intellectuels et de personnalités publiques jouissant d'une grande influence, dont des membres ou des parrains du Tribunal Russell : Desmond Tutu, Roger Waters des Pink Floyds, Naomi Klein, Alice Walker, Judith Butler, John Berger, Ken Loach, Angela Davis, le cosmologue Stephen Hawking qui a refusé de participer à une conférence de haut niveau en Israël ...

Avant de conclure sur les perspectives du mouvement BDS, je veux signaler 2 questions importantes qui mobilisent la Campagne BDS France, questions que je ne développerai pas pour ne pas dépasser le temps qui m'est imparti.

La première c'est notre engagement actif contre le KKL, ou Fonds National Juif, qui est un organisme paraétatique israélien qui est depuis plus d'un siècle le fer de lance de la dépossession du peuple palestinien. Les dons à l'antenne française du KKL bénéficient d'une déductibilité d'impôts, cet organisme se faisant passer pour une association d'intérêt général, écolo et de bienfaisance, et nous sommes actuellement mobilisés contre le projet du KKL France de tenir le 2 février prochain une grande journée de propagande au Palais Brongniart à Paris.

La seconde question est que la France est le seul pays où des militants de la Campagne BDS sont poursuivis en justice, ce qui est conforté par la circulaire Alliot Marie, qui assimile les actions de sensibilisation à BDS à des appels à la

discrimination raciale. Nous exigeons, avec de nombreuses associations, le retrait de cette circulaire et la relaxe des militants poursuivis, ce que d'ailleurs de nombreux juges comprennent.

Et je tiens à souligner que cette situation ne nous empêche pas de développer le mouvement BDS et ne fléchit pas notre détermination.

### **Quelles sont les perspectives du mouvement BDS ?**

L'économie israélienne est certes encore forte, notamment pour ce qui concerne la vente de matériel à usage répressif, testé sur le peuple palestinien, mais la Campagne BDS progresse inexorablement. Elle entre en résonance avec d'autres causes, notamment l'antiracisme, les mouvements anti-guerre, les mouvements pour la justice sociale. Elle est porteuse de valeurs universelles.

Ce n'est pas sans raison que Netanyahu le premier ministre israélien, et d'autres ministres de ce pays ont déclaré que le mouvement BDS est une menace stratégique pour Israël. Il est significatif aussi qu'une centaine de grands patrons israéliens, redoutant le succès des appels au boycott, lancent un appel pour la paix avec les Palestiniens. Quand de son côté Omar Barghouti, co-fondateur de la Campagne BDS, pose la question « L'année 2014 verra-telle un tournant décisif pour la Campagne BDS ? », nous accueillons ce propos avec optimisme.

L'année 2014 a été déclarée année de la Palestine par décision de l'ONU. Nous veillerons à ce qu'elle soit en même temps l'année de BDS. Les régimes d'apartheid ne durent pas jusqu'à la fin des temps. L'Etat d'Israël fait et continuera de tout faire pour essayer de réduire le développement de BDS et pour vider de leur substance des mesures telles que les lignes directrices de l'Union Européenne.

Nous continuerons de nous y opposer résolument. Nous continuerons nos activités militantes avec enthousiasme, parce que les droits des peuples et la vraie justice sont de notre côté.

**L'apartheid a été vaincu en Afrique du Sud, il le sera aussi**

**en Palestine et Israël !**

Jean-Guy Greilsamer, militant de la Campagne BDS France



---

## **Campagne de BDS contre Israël : l'année 2014 verra-t-elle un tournant décisif ?**



Il est à la fois curieux et surprenant de constater qu'Israël se sente vulnérable alors qu'il se trouve au sommet de sa puissance économique et militaire, notamment en matière de nucléaire. Cette fois, l'ironie veut que la menace provienne d'un mouvement non-violent ancré dans le droit international et dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Au mois de juin de cette année, le Premier Ministre israélien Benjamin Netanyahu a en effet déclaré que le mouvement mondial de [Boycott, Désinvestissement et Sanctions](#) (BDS), dirigé par les Palestiniens, représente une « menace stratégique » pour le régime israélien d'occupation, de colonisation et d'apartheid. Pour cela, Netanyahu a décidé de confier la responsabilité totale de la lutte contre le BDS au Ministre des Affaires Stratégiques.

Cette évolution spectaculaire reflète l'échec de « Brand Israel », une campagne israélienne bien huilée menée par le Ministre des Affaires Étrangères depuis le lancement du mouvement BDS en 2005, et dont la stratégie consistait à utiliser la culture comme instrument de propagande en faisant appel à des artistes et des écrivains israéliens dans l'objectif de présenter au monde entier une « meilleure image d'Israël. »

C'est en effet grâce aux gens de conscience depuis les quatre coins du monde, qui ont compris qu'on pouvait mettre fin à l'impunité d'Israël au moyen d'une résistance populaire en Palestine même et associée à une pression et responsabilité internationale à la fois efficace, moralement cohérente et permanente.

C'est cette prise de conscience qui a donné un grand élan aux campagnes de BDS. Plusieurs de ceux qui étaient jusqu'ici des partisans et des sympathisants d'Israël ont fini par s'en éloigner à cause, entre autres, 1) du brutal blocus israélien sur la Bande de Gaza, 2) de la construction sauvage de colonies illégales et du mur de séparation en Cisjordanie occupée, 3) de sa « stratégie de judaïsation » à Jérusalem, en Galilée, dans la Vallée du Jourdain et dans le Naqab (Le Néguev), comme démontré par des rapports officiels de l'ONU 4) de l'adoption de nouvelles lois racistes, et enfin 5) du déni des droits des réfugiés.

Il convient donc de considérer que les succès du mouvement de BDS au cours des dernières années seraient le facteur qui a ébranlé le régime Israélien. Le soutien en décembre 2012 du *Congrès National Africain* (The African National Congress) ; le soutien au BDS et l'annulation d'évènements qui devaient inclure les noms d'artistes et de groupes de musique de renommée mondiale ; la décision prise par l'éminent scientifique [Stephen Hawking](#) et qui consistait à appliquer le boycott et à annuler sa participation à une conférence à l'Université Hébraïque ; et la dernière vague de résolutions

en faveur du boycott adoptées par des associations universitaires US, sont des éléments qui conforte l'analyse selon laquelle le mouvement de BDS atteindra bientôt le niveau de la mobilisation internationale contre l'apartheid en Afrique du sud.

Quant à sa position aux yeux de l'opinion publique mondiale, il faut reconnaître que la réputation d'Israël s'est quelque peu érodée depuis un certain temps déjà. Deux facteurs majeurs en sont la cause. Il s'agit, premièrement, de la force morale du mouvement de BDS, y compris sa composante israélienne anticolonialiste cruciale. Et en second lieu, le changement politique israélien qui s'est clairement orienté vers l'extrême droite. Dans un sondage réalisé en 2013 par la BBC, les résultats ont fait ressortir la concurrence entre Israël et la Corée du Nord, perçus par la grande majorité des personnes en Europe et ailleurs, comme le troisième ou le quatrième des pires pays au monde.

### **Qu'est-ce que la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions ?**

Le 9 juin 2005 a été le jour où l'appel au BDS était pour la première fois lancé par une alliance de plus de 170 organisations palestiniennes : syndicats, réseaux de réfugiés, ONG et associations locales. Le message transmis ce jour était un appel aux organisations de la société civile internationale et aux gens de conscience, afin qu'ils « imposent un boycott général et mettent en place des initiatives de désinvestissement contre Israël, emboitant ainsi le pas aux mesures appliquées en Afrique du Sud durant la période où sévissait l'apartheid. »

Plus précisément, le BDS appelle à la fin de l'occupation israélienne des territoires palestiniens et arabes occupés depuis 1967, avec le démantèlement du mur et des colonies, la fin du système israélien de discrimination raciste contre ses citoyens palestiniens et le droit au retour inhérent et



reconnu par l'ONU des réfugiés Palestiniens dans leur terre d'origine.

Ces trois droits fondamentaux correspondent aux trois composantes majeures du peuple palestinien : les citoyens de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est (38% de la population palestinienne d'après des statistiques de 2011), ceux du territoire de 1948 qui vivent sous le régime d'apartheid israélien (12%) et ceux de la diaspora, en exil (50%). Plus de deux tiers des Palestiniens ont le statut de réfugiés ou sont des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays.

### **Agir et s'imposer avec diplomatie et délicatesse**

Pour Desmond Tutu, Roger Waters, Naomi Klein, Alice Walker, Judith Butler, John Berger, Ken Loach, Angela Davis, Arundhati Roy, Marcel Khalife et Aijaz Ahmed – personnalités publiques jouissant d'une forte influence – la conclusion est on ne peut plus claire : c'est la même lutte menée en Afrique du sud du temps de l'Apartheid qui doit être suivie aujourd'hui. En effet, le mouvement de BDS est absolument indispensable pour obliger Israël à respecter ses obligations en vertu du droit international.

En faisant appel aux gens de conscience, partout dans le monde, afin d'aider à mettre fin au système israélien d'oppression à trois facettes, le mouvement de BDS n'entend pas solliciter une action héroïque mais plutôt l'accomplissement et le respect d'une profonde obligation morale qu'est le renoncement à la complicité dans l'oppression.

Chaque année, les pays occidentaux, à l'instar des États-Unis et de l'Allemagne offrent des milliards de dollars à Israël, sans oublier le commerce militaire lucratif. De ce fait, les contribuables de ces pays occidentaux subviennent aux violations israéliennes du droit international pendant que

leurs programmes sociaux domestiques subissent des coupes sombres, que le chômage atteint des niveaux alarmants et que l'environnement se fait massacrer et détruire. Tirer un trait sur la complicité avec les crimes israéliens ne joue pas en faveur du peuple palestinien seulement, mais il conviendra sans nul doute aux « 99% » des personnes aux quatre coins du monde qui luttent contre une guerre perpétuelle et pour une justice socio-économique.

S'appuyant sur son influence mondiale, le mouvement de BDS dirigé par la principale coalition dans la société civile palestinienne, le BNC [BDS National Committee] enregistre une percée à travers le monde, couronnée par d'importantes victoires.

Quelques jours auparavant, *The American Studies Association* [l'Association des Études Américaines] a adopté le principe du boycott universitaire d'Israël avec un ratio de soutien stupéfiant de 2:1 de l'ensemble de ses membres. En avril, *The Association for Asian-American Studies* [L'Association pour les Études Asiatiques Américaines] est devenue la première instance universitaire américaine à adopter le boycott d'Israël. Dans la même période, *The Federation of French-Speaking Belgian Students* (La Fédération des Étudiants Belges Francophones) qui compte 100 000 membres a également adopté le boycott des institutions universitaires israéliennes, tout comme le Syndicat des Enseignants Irlandais. En mars 2011, l'Université de Johannesburg a rompu des liens avec l'Université Ben Gourion à cause des violations des droits de l'homme.

Pour leur part, les Conseils d'Étudiants à travers plusieurs universités nord-américaines, dont l'Université de Californie, Berkeley, ont opté pour le désinvestissement de toutes les sociétés qui tirent profit de l'occupation israélienne.

**Une liste de plus en plus longue**

A travers des millions de membres – originaires, entre autres, d’Afrique du sud, de Grande-Bretagne, d’Irlande, d’Inde, du Brésil, de Norvège, du Canada, d’Italie, de France, de Belgique et de Turquie – ce sont les principales fédérations syndicales internationales qui ont apporté leur soutien au mouvement de BDS

[Veolia](#) qui est une société complice avec l’occupation israélienne, a perdu ou a dû se retirer d’appels d’offres qui valent des milliards de dollars, principalement en Suède, en Grande-Bretagne, en Irlande et maintenant aux États-Unis.

Le militantisme du BDS en Norvège, en Afrique du Sud, au Parlement Européen et dans plusieurs Universités Britanniques et ailleurs, a pu frapper [G4S](#), la plus grande société de services de sécurité à l’échelle mondiale. L’entreprise fait actuellement face à d’importants échecs tout à fait significatifs résultant de son implication dans les prisons israéliennes où des détenus Palestiniens, notamment des enfants se font torturer. Elle est également impliquée dans plusieurs projets qui enfreignent le droit international.

En Grande-Bretagne, la cinquième plus grande chaîne de supermarché [Co-op](#) a adopté la politique de boycott des sociétés qui opèrent dans les Territoires Palestiniens Occupés.

L’an dernier, *The United Methodist Church* [L’Église Méthodiste Unie] a appelé au boycott des produits en provenance des colonies israéliennes. Une décision suivie par l’Église Presbytérienne Américaine et l’Église Unie du Canada. L’Église Mennonite Américaine est allée encore plus loin en décidant de ne pas investir dans les entreprises impliquées dans l’occupation israélienne.

Pour sa part, le gouvernement néerlandais a publiquement « dissuadé » les entreprises de son pays à renoncer au business avec les entités israéliennes opérant dans les

Territoires Palestiniens Occupés, ce qui a poussé la plus grande entreprise de construction aux Pays-Bas, [Royal Haskoning DHV](#), à se retirer d'un projet de traitement des eaux usées avec la municipalité israélienne de Jérusalem-Est occupée. Dans le même contexte, l'entreprise publique des eaux Vitens a également résilié un contrat avec l'entreprise israélienne des eaux, [Mekorot](#).

Il en va de même pour le gouvernement britannique qui a publié une directive sur l'implication des entreprises dans les colonies illégales israéliennes. Ces étapes suivent la publication des directives européennes contre le financement des projets et entités israéliens dans les Territoires Palestiniens.

Deutsche Bahn, la compagnie allemande des chemins de fer et qui est contrôlée par le gouvernement, s'est retirée d'un projet israélien qui empiète et confisque la terre palestinienne occupée. Des responsables du Ministère allemand des Affaires Étrangères ont informé des représentants de la société civile palestinienne qu'ils ont recommandé à toutes les institutions académiques allemandes d'éviter tout échange avec l'université d'*Ariel*, une colonie israélienne en Cisjordanie.

Il est vrai que la violente répression israélienne, sa politique de nettoyage ethnique et son blocus à l'encontre des Palestiniens augmentent jour après jour. Néanmoins, nous demeurons confiants et convaincus que nous surmonterons les obstacles et que nous vaincrons. Grâce au mouvement de BDS, aujourd'hui devenu mondial et ayant réussi à conquérir les cœurs et les esprits des peuples, il se pourrait bien que nous atteignons le point où tout basculera.



**Omar Barghouti** est militant Palestinien indépendant des droits

de l'homme et membre fondateur du mouvement de BDS. Il est l'auteur de « *Boycott, Divestment, Sanctions : The Global Struggle for Palestinian Rights,* » (Haymarket : 2011).

**Du même auteur :**

[✘ Le succès ultime d'Israël pourrait bien signer la fin de son régime colonial](#) – 9 octobre 2013

[✘ Le mouvement BDS expliqué – Pourquoi j'ai boycotté Israël](#)  
– 28 février 2013

[✘ A propos du soutien des juifs israéliens au régime d'apartheid en Israël](#) – 25 octobre 2012

[✘ BDS : Les Palestiniens veulent « toute la panoplie des droits »](#) – 27 juin 2012

[✘ BDS pour les droits des Palestiniens : « L'égalité ou rien ! »](#) – 6 mai 2012

[✘ BDS, des armes économiques pour relayer la politique](#) – 31 décembre 2011

[✘ Un criminel de la Haganah témoigne sur la Nakba](#) – 30 décembre 2011

[✘ Veolia toujours impliquée dans les violations israéliennes du droit international](#) – 24 novembre 2011

[✘ L'obstacle fondamental sur le chemin d'une solution à un État](#) – 18 novembre 2011

[✘ Ashton : l'attaque des colons contre la mosquée en Cisjordanie sape la paix au Proche-Orient](#) – 12 septembre 2011

[✘ Le dernier masque de démocratie tombe](#) – 6 août 2011

22 décembre 2013 – Al Jazeera English – Vous pouvez consulter cet article en anglais à :

<http://www.aljazeera.com/indepth/op...>

Traduction : [Info-Palestine.eu](http://Info-Palestine.eu) – Niha

---

# Explications de l'OLP suite aux déclarations d'Abbas en Afrique du Sud

*Sous la pression, l'OLP essaie de limiter les dégâts provoqués par l'attaque d'Abbas contre le boycott d'Israël*

Ali Abunimah, 20 décembre 2013.

Ebranlée par les critiques des activistes palestiniens et internationaux, l'Autorité Palestinienne (AP) s'est écartée des commentaires de son dirigeant *de facto* Mahmoud Abbas qui a désavoué le mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS). En Afrique du Sud pour la commémoration de Nelson Mandela au début du mois, Abbas a déclaré : « Non, nous ne soutenons pas le boycott d'Israël ».

Contrairement à la position du Comité National de Boycott (BNC) – le comité directeur de la campagne BDS – Abbas a dit que toute initiative de boycott devait se limiter aux produits fabriqués dans les colonies israéliennes, en Cisjordanie occupée.

Omar Barghouti, co-fondateur de la campagne BDS et parlant en son nom propre, a récusé les commentaires d'Abbas. Le Comité Palestine Solidarité en Afrique du Sud a dit que les déclarations d'Abbas étaient « choquantes » et représentaient « une attaque contre le mouvement mondial de solidarité. »

Les propos d'Abbas ont été en revanche bien accueillis par les soutiens d'Israël toujours prompts à saper et à discréditer BDS.

## **Communiqué de l'ambassade de l'OLP**

Mais aujourd'hui, dans une déclaration commune avec le groupe de la campagne BDS Afrique du Sud, l'ambassade de l'Organisation de Libération de la Palestine à Pretoria, qui est fidèle au régime *de facto* d'Abbas, a tenté de calmer la fureur.

Le communiqué réaffirme l'appel du régime d'Abbas au boycott, précisément les produits des colonies, mais ajoute :

*« L'Organisation de Libération de la Palestine et l'Etat de Palestine ne s'opposent pas au mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) lancé par la société civile palestinienne contre Israël. Les responsables et les dirigeants palestiniens respectent et soutiennent le droit de la société civile palestinienne d'initier et de mener des campagnes BDS mondiales contre Israël comme moyen d'obtenir les droits inaliénables du peuple palestinien, parmi lesquels le droit suprême à l'auto-détermination. De plus, la direction palestinienne a toujours profondément apprécié le travail des groupes et militants de la solidarité internationale en Afrique du Sud et ailleurs, dont ceux qui sont impliqués dans le mouvement mondial BDS, pour le respect du droit international et des principes universels des droits de l'homme en soutenant la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'auto-détermination. Nous sommes parfaitement conscients que la solidarité internationale, en particulier les boycotts, désinvestissement et sanctions (BDS) furent un des quatre piliers de la lutte contre l'apartheid ici en Afrique du Sud. »*

La déclaration n'est pas une ratification de la campagne BDS mais elle vise spécifiquement à contrer les tentatives des progagandistes israéliens d'utiliser les déclarations d'Abbas contre le mouvement de solidarité.

La déclaration commune se félicite également « de la

*résolution de boycott universitaire adoptée par l'American Studies Association [ASA]* » ainsi que diverses autres décisions internationales récentes de boycott des activités spécifiquement reliées aux colonies. La résolution de l'ASA, en particulier, ne limite pas son appel au boycott aux seules institutions israéliennes en Cisjordanie occupée.

En outre, le fait que l'Autorité palestinienne dirigée par Abbas ait jugé nécessaire de diffuser une telle déclaration démontre sa faiblesse politique face au soutien palestinien et international croissant pour la campagne BDS. On doit considérer ceci comme un message clair aux activistes de la solidarité internationale que l'AP ne peut pas faire obstacle à ou saper leurs efforts.

## **Débordements**

Il faut également replacer la controverse dans un contexte de tentatives de contrôle des dégâts similaires provoqués par des débordements antérieurs où Abbas a exprimé des positions hostiles aux droits palestiniens et à la lutte pour les obtenir.

L'an dernier, Abbas a provoqué une vague d'indignation parmi les Palestiniens lorsqu'il a déclaré à la télévision israélienne qu'il renonçait au droit des réfugiés palestiniens à revenir chez eux. Dans les « clarifications » consécutives, Abbas a tenté de limiter les dégâts et la confusion en accusant les médias d'avoir « déformé » ses commentaires.

Mais sur le fond, ses déclarations successives sont dans la ligne de sa volonté, ancienne, d'accepter les exigences israéliennes, à savoir que les Palestiniens dans leur grande majorité devraient être définitivement exclus de leur patrie, au prétexte purement raciste qu'ils ne sont pas juifs.

De même, il faut considérer la déclaration d'aujourd'hui comme un signe que l'AP comprend qu'elle ne peut pas imposer ses opinions impopulaires à la société civile palestinienne. Mais cela ne signifie pas qu'elle y a complètement renoncé.



## **Déclaration**

DECLARATION COMMUNE DE « L'AMBASSADE DE L'ETAT DE PALESTINE EN REPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD » ET DE « BDS AFRIQUE DU SUD »

*Clarifications concernant des commentaires faits par le président palestinien Mahmoud Abbas alors qu'il était en Afrique du Sud sur le boycott des colonies et des produits israéliens*

*Des commentaires récents exprimés en Afrique du Sud par le Président palestinien Mahmoud Abbas (et Président de l'Organisation de Libération de la Palestine) au sujet du boycott des colonies et des produits israéliens semblent avoir été sortis de leur contexte et mal interprétés par quelques membres des médias et du lobby israélien. Certains journalistes et lobbyistes israéliens ont rapporté que le Président Abbas, lors d'une conférence de presse sud-africaine, a dit qu'il est opposé au boycott international. Ceci est faux. L'Ambassade de l'Etat de Palestine en Afrique du Sud et BDS Afrique du Sud souhaitent confirmer les positions suivantes :*

*1) Nous, avec les organismes internationaux, dont l'Organisation des Nations Unies, considérons les colonies israéliennes en territoires palestiniens occupés en 1967 comme illégales et toutes les activités avec ces colonies illégales comme une violation du droit international ;*

*2) Les colonies de peuplement d'Israël violent plusieurs résolutions de l'ONU et continuent d'être l'obstacle principal au processus de paix ;*

*3) Dans l'idée que les colonies israéliennes sont illégitimes et une obstruction à une paix juste, l'Autorité palestinienne a en conséquence lancé un boycott officiel de tous les produits des colonies israéliennes dans le territoire palestinien occupé ;*

4) En 2010, l'Autorité palestinienne a promulgué une loi, signée par le Président Mahmoud Abbas, interdisant les produits, le commerce, les relations avec les colonies illégales et autres activités avec ces entités illégales construites en territoires palestiniens occupés en 1967 ;

5) L'Organisation de Libération de la Palestine et l'Etat de Palestine ne s'oppose pas au mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) lancé par la société civile palestinienne contre Israël. Les responsables et les dirigeants palestiniens respectent et soutiennent le droit de la société civile palestinienne à initier et à mener des campagnes mondiales BDS contre Israël comme moyen d'obtenir les droits inaliénables du peuple palestinien, parmi lesquels le droit suprême à l'auto-détermination. De plus, la direction palestinienne a toujours profondément apprécié le travail des groupes et militants de la solidarité internationale en Afrique du Sud et ailleurs, dont ceux qui sont impliqués dans le mouvement mondial BDS, pour le respect du droit international et des principes universels des droits de l'homme en soutenant la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'auto-détermination. Nous sommes parfaitement conscients que la solidarité internationale, en particulier le boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) furent un des quatre piliers de la lutte contre l'apartheid ici en Afrique du Sud ;

6) L'an dernier, en décembre 2012, un membre représentant l'OLP a déclaré dans son discours au Congrès National Africain (ANC) : « Le [bras international de la] lutte sud-africaine a commencé avec la campagne de boycott des raisins et du vin d'Afrique du Sud, de même les colonies israéliennes illégales peuvent être mises en échec par le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions (BDS) ». Le 14 décembre, le Fatah (l'organisation qui dirige l'Organisation de Libération de la Palestine et l'Autorité palestinienne) a adressé une lettre officielle au Président sud-africain, Jacob Zuma, et

aux membres de l'ANC, exprimant que « le Fatah appuie sans réserve le mouvement BDS. » ;

7) Tandis que le mouvement BDS est concentré au sein de la société civile, à un niveau gouvernemental, l'Etat de Palestine appelle tous les pays à assumer leurs responsabilités en vertu du droit international en commençant par mettre immédiatement fin à tous commerces et relations avec des entreprises venant de ou impliquées dans les colonies israéliennes illégales ;

8) Nous saluons la décision récente de l'Union européenne d'interdire les relations financières avec des entités israéliennes opérant dans les colonies israéliennes illégales installées dans les territoires palestiniens occupés en 1967 ; les instructions récentes du gouvernement britannique qu'aucune entreprise ne doit fonctionner à Jérusalem Est ni participer à aucune activité liée aux colonies israéliennes illégales ; la résolution de boycott académique adoptée par l'American Studies Association ; et la décision, la semaine dernière, prise par Vitens, l'Autorité néerlandaise de l'Eau, de mettre fin à ses relations avec Mekorot, la compagnie nationale israélienne de l'eau, complice dans les colonies israéliennes illégales.

Le peuple palestinien vaincra ; si Nelson Mandela et le peuple d'Afrique du Sud ont vaincu l'apartheid, les Palestiniens aussi vaincront l'occupation israélienne des terres palestiniennes.

---

Source :

<http://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/under-pressure-plo-tries-limit-damage-abbas-attack-israel-boycott>

Traduction: Mireille

---

# **Voeux 2014 pour BDS, par Jean-Guy Greilsamer**

Ces deux grands hommes sont Stéphane Hessel, décédé le 26 février, et Nelson Mandela, décédé le 5 décembre.

Il serait un peu scolaire de comparer minutieusement les deux hommes, qui ont eu une vie très différente. Mais le bilan de leurs vies respectives dégage des enseignements communs qui, quand bien même paraissent-ils très simples, ont vocation à nous guider en tant que militants.

## **1. Toute notre politique part de notre révolte contre des injustices.**

C'est évident concernant Mandela et l'Histoire sud-africaine, et Stéphane Hessel a atteint quant à lui une célébrité maximum après la publication de son petit livre « Indignez-vous ! »

Quant à nous, nous ne nous habituerons pas à la politique d'apartheid et d'épuration ethnique israélienne, nous ne nous résignerons pas, nous continuerons de manifester vivement la colère que suscite en nous cette politique cynique qui vise à constamment déposséder, humilier, persécuter, détruire, mettre à genoux tout un peuple, le peuple palestinien.

## **2. Etre inflexibles et persévérants sur les objectifs.**

Les droits des peuples à la dignité, la justice, l'égalité, sont inaliénables.

Toute politique qui consiste à se contenter de remplacer une injustice par une « demi » injustice est inacceptable.

Mandela a refusé tout compromis qui lui aurait permis de

sortir de prison beaucoup plus tôt.

La campagne internationale BDS se fixe trois objectifs (mettre fin à l'occupation et la colonisation, droit au retour des réfugiés et égalité absolue des droits des Palestiniens d'Israël) et, ainsi que le demandent les associations de la société civile palestinienne, elle n'est pas disposée à se contenter d'une réalisation partielle de ces objectifs.

### **3. Mettre en œuvre une politique rassembleuse.**

C'est ce qui a toujours guidé aussi bien Mandela que Hessel.

Leur volonté de ne pas se polariser sur des divisions secondaires a permis d'amplifier les politiques dont ils étaient porteurs.

Il en va de même concernant la campagne BDS. Nous avons des sensibilités, des histoires ou même des approches diverses, mais il nous appartient de faire prédominer notre volonté commune de faire progresser concrètement nos objectifs.

### **4. Le rapport aux ennemis.**

Sur ce point, les rapports de Mandela et de Hessel étaient remarquables aussi.

Ils ne confondaient pas les ennemis avec l'ensemble des communautés dont ils étaient issus. Ils avaient à cœur de permettre à ces communautés d'évoluer vers une reconnaissance des droits des opprimés et concevaient la perspective d'un avenir où les populations réconciliées vivraient pleinement dans l'égalité et la justice.

En Palestine et Israël nous sommes loin d'un processus de « Vérité et Réconciliation » tel qu'il a été mis en œuvre en Afrique du Sud, mais les Juifs israéliens anticolonialistes et anti-apartheid, si minoritaires soient-ils, ont toute leur place dans le mouvement BDS.

Le principal représentant direct en France de la politique israélienne, le CRIF, n'avait pas hésité à insulter la mémoire de Stéphane Hessel lors de son décès. Concernant Mandela, il n'a pas osé renouveler ce comportement, préférant oublier les liens étroits que l'Etat d'Israël entretenait avec l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid.

Le mouvement BDS progresse, et gagne à s'inspirer de l'esprit constructif qui animait les deux grands hommes. Il a remporté de nouvelles victoires, tant en ce qui concerne les boycotts économique, culturel et académique.

Récemment, la prestigieuse « Association of American Studies », l'un des principaux syndicats américains de chercheurs et d'enseignants, a rejoint le boycott universitaire. En Europe, des désinvestissements et des sanctions se précisent. Le géant néerlandais de l'eau potable Vitens a arrêté sa collaboration avec la compagnie israélienne de distribution d'eau Mekorot.

L'Union Européenne a adopté en juillet dernier des lignes directrices destinées à cesser à partir du 1er janvier 2014 toute subvention et tout financement profitant aux colonies. Ici même, le mouvement BDS est fermement décidé à ne pas plier face aux procès intentés par les officines sionistes.

Des campagnes nationales se développent contre des sociétés telles que Mehadrin, qui est devenu le n° 1 des entreprises d'exportation des produits agricoles coloniaux israéliens, Sodastream (le gazéificateur), Orange (qui coopère avec la société de téléphonie israélienne Partner).

Nos appels en direction d'artistes pour les dissuader d'être utilisés pour blanchir l'apartheid israélien ne faiblissent pas et sont médiatisés, même s'ils ne sont pas toujours victorieux.

Formons le vœu qu'en 2014 le mouvement BDS continue de progresser de plus en plus et parvienne à convaincre de nombreux décideurs, qu'il s'agisse d'organismes, de sociétés, d'institutions ou d'Etats, à exercer des sanctions efficaces contre Israël.

**Ainsi que l'a déclaré Marwan Barghouti, emprisonné depuis onze ans, « l'apartheid a été vaincu en Afrique du Sud, il ne l'emportera pas en Palestine. »**

Jean-Guy Greilsamer, militant de la Campagne BDS France et de [l'UJFP](#)

---

## **En Afrique du Sud, Mahmoud Abbas s'oppose au boycott d'Israël**

Mahmoud Abbas, leader de facto de l'Autorité Palestinienne basée à Ramallah, a prononcé sa déclaration la plus claire s'opposant à la campagne mondiale de [Boycott, Désinvestissement, Sanctions](#) contre Israël en solidarité avec le peuple palestinien. Ses commentaires infligent une ferme condamnation des activistes palestiniens et sud-africains.

Par ailleurs il est apparu que le grand rabbin qui a parlé à la cérémonie pour Mandela est un partisan engagé de la colonisation israélienne de terres spoliées, qui refuse d'admettre les abus d'Israël à l'encontre des droits palestiniens et a vécu dans une implantation juive radicale.

**Abbas s'oppose au BDS**



**« Non nous ne soutenons pas le boycott d'Israël » a dit Mahmoud Abbas à une conférence de presse en Afrique du Sud, à l'occasion du mémorial Mandela auquel il assistait, rapportait le quotidien The Star le 11 décembre 2013. (1)**

« Nous demandons à chacun de boycotter les produits des colonies. Parce que les colonies sont sur nos territoires. C'est illégal. Mais nous ne demandons à personne de boycotter Israël lui-même. Nous avons des relations avec Israël, nous avons une reconnaissance mutuelle avec Israël ».

Ce qu'Abbas entend par « reconnaissance mutuelle » n'est pas clair. Alors qu'Abbas et l'Organisation de Libération de la Palestine ont reconnu Israël, Israël ne reconnaît pas un état palestinien ni même aucun des droits des Palestiniens et il continue à voler agressivement des terres palestiniennes.

### **« Oublieux » de la lutte palestinienne**

La déclaration d'Abbas est en conflit « avec le consensus national palestinien qui a fermement soutenu BDS contre Israël depuis 2005 » a affirmé Omar Barghouti à E.I.

Barghouti, qui est l'un des fondateurs du mouvement, a souligné qu'il commentait à titre personnel.

« Il n'y a aucun parti politique, syndicat, réseau d'ONG ni organisation de masse en Palestine qui ne soutienne fortement BDS. Aussi un responsable palestinien dépourvu de mandat démocratique et de tout soutien public réel ne peut prétendre parler au nom du peuple palestinien quand il s'agit de décider nos stratégies ou notre résistance au régime d'occupation, de colonisation et d'apartheid israéliens » ajoute Barghouti.

L'appel civique palestinien pour le BDS incite « les gens de



conscience partout dans le monde à imposer un large boycott et à mettre en œuvre des initiatives de désinvestissement à l'encontre d'Israël, comme on les avait appliqués à l'Afrique du Sud de l'époque apartheid » et ne restreint pas ces campagnes aux seules marchandises des colonies.

« Tout responsable palestinien qui aujourd'hui s'exprime explicitement contre un boycott d'Israël – et en particulier dans un pays comme l'Afrique du Sud, où le parti au pouvoir, les principaux syndicats, les églises et d'autres groupes de la société civile ont chaudement – approuvé BDS – montre simplement combien il est loin des aspirations de son propre peuple pour la justice, la liberté et l'égalité, et combien il oublie notre lutte pour ses droits inaliénables » développe Barghouti.



**De plus en plus de gens dans le monde manifestent avec les Palestiniens pour dénoncer l'apartheid en Israël (Mamoun Wazwaz / APA images)**

Israël et son lobby en Afrique du Sud seront particulièrement satisfaits d'entendre le commentaire d'Abbas, qui arrive quelques semaines après que la ministre sud-africaine des Relations Internationales, Maite Nkoana-Mashabane, a dit que son pays réduisait ses relations avec Israël

**Comme des leaders de bantoustans**

Salim Vally, porte-parole du Comité de Solidarité avec la Palestine en Afrique du Sud a dit à E.I. que les commentaires d'Abbas étaient « choquants » et constituaient une « attaque contre le mouvement global de solidarité ».

Les paroles d'Abbas étaient « semblables à ce qu'auraient dit autrefois nos leaders de bantoustans, ce qui a le pouvoir de

défaire tout le travail du mouvement de solidarité qui est soutenu par la vaste majorité des Sud-Africains » ajoute Vally.

Les bantoustans étaient des « états » en principe indépendants créés par le régime de l'apartheid, avec des dirigeants fantoches pour travestir et légitimer l'apartheid ». Mandela et son mouvement se sont battus contre les dirigeants de bantoustans toute leur vie » explique Vally.

### **Saper la lutte palestinienne**

Ce n'est pas la première fois qu'Abbas et l'A.P. cherchent à saper un mouvement BDS de plus en plus reconnu.

En 2010 l'AP lançait une campagne qui fit long feu et qui incitait les Palestiniens à boycotter les marchandises coloniales. Tout en se faisant bien entendre par les uns, comme je l'écrivais à ce moment-là, son vrai but paraissait de saper le mouvement BDS aux visées plus étendues.

Abbas en personne prit part à cette campagne tout en poussant à faire du commerce avec Israël. « Nous ne boycottons pas Israël, parce que nous avons des accords et des importations avec lui » avait-il dit.

Le commerce avec Israël profite directement aux élites palestiniennes et à l'A.P., qui dépend totalement du bon vouloir israélien.

Un site web de l'A.P. à présent défunt, censé encourager le boycott des marchandises coloniales, déclarait même que « Concernant le commerce avec Israël, le ministre palestinien de l'Economie confirme qu'il continue sa coopération comme convenu au sommet de Paris [en 1994] ».

L'A.P. dirigée par Abbas est profondément engagée dans l'occupation israélienne et compte sur Israël pour avoir des armes à utiliser dans sa répression de toute forme de

résistance palestinienne.

Récemment, en octobre, Abbas se vantait du travail accompli par les forces de sécurité A.P. pour l'armée d'occupation israélienne. L'A.P. a atteint un taux de succès de 100 % dans la coordination sécuritaire avec Israël » a dit Abbas.

Abbas a aussi mené une campagne implacable contre le droit au retour des réfugiés palestiniens. Les droits des réfugiés sont un pilier de l'appel BDS.

### **Le grand rabbin (colon) d' Afrique du Sud**

Cette semaine, le grand rabbin d'Afrique du Sud Warren Goldstein a été l'un des orateurs officiels à la cérémonie d'hommage à l'ancien président Nelson Mandela, et il a loué « la puissante capacité de pardon » de ce combattant pour la liberté.



### **Bannière BDS dans le stade de Soweto lors de la cérémonie d'hommage à Nelson Mandela (BDS South Africa)**

Goldstein a été éduqué dans une école religieuse radicale d'une colonie israélienne en Palestine occupée. C'est la yeshiva (école talmudique) de Beit El, l'organisation qui a fondé et exploite le réseau médiatique Arutz Sheva, identifié au sionisme religieux. Arutz Sheva, est une organisation d'extrême droite et anti-palestinienne.

Beit El est une colonie près de Ramallah en Cisjordanie occupée. Sa yeshiva fut fondée en 1977 par des colons juifs radicaux de l'école Mercaz Harav à Jérusalem.

Selon Haaretz, « les fondements des implantations religieuses en Cisjordanie ont été conçus à Mercaz Harav » et c'est de là que les premiers colons furent envoyés coloniser les

territoires occupés après la guerre de 1967.

La Yeshiva de Beit El a été installée avec le soutien de l'armée d'occupation qui a fourni des logements aux colons dans une de ses bases.

Samedi dernier, l'écolier palestinien Wajih Wajdi al-Ramahi, 14 ans, était abattu par un sniper israélien. Selon le père de l'enfant, les balles qui ont tué son fils ont été tirées depuis la tour de guet de Beit El qui domine le camp de réfugiés voisin de Jalazone où vit cette famille.

### **Négationniste de l'occupation**

Conformément aux enseignements extrémistes de la yeshiva de Beit El, Goldstein lui-même a adopté des positions fortement anti-palestiniennes. Il va jusqu'à dénier l'occupation.

« Le mensonge ... c'est l'accusation d'occupation illégale de terres arabes » écrivait Goldstein dans une lettre à l'archevêque Desmond Tutu.

Qualifiant le vice ministre sud-africain aux Relations internationales Ebrahim Ebrahim « d'incapable de remplir des fonctions officielles », Goldstein a exigé qu'il démissionne en raison du soutien donné par le gouvernement aux droits palestiniens.

Goldstein a même accusé Ebrahim de « contrôler et de censurer l'information dans le style de l'apartheid », pour avoir appelé les Sud-Africains à éviter de visiter Israël en raison des abus contre les droits humains qui y sont perpétrés.

Dans une interview récente, Goldstein appelait toute comparaison entre l'occupation israélienne et l'apartheid sud-africaine « une allégation moderne de sacrifices humains ».

Baleka Mbete, présidente de l'ANC (African National Congress) et maîtresse de cérémonie au service d'hommage à Mandela, désapprouverait. L'an dernier, elle déclarait que le

traitement qu'Israël réserve aux Palestiniens « est bien pire que l'apartheid sud-africaine ».(2)


(1) article disponible sur :  
<http://www.pressdisplay.com/pressdi...>


(2) <http://electronicintifada.net/blogs...>





\* **Ali Abunimah** est l'auteur de « One Country, A Bold Proposal to End the Israeli-Palestinian Impasse ». Il a contribué à « The Goldstone Report : The Legacy of the Landmark Investigation of the Gaza Conflict ». Il est le cofondateur de la publication en ligne The Electronic Intifada et consultant politique auprès de Al-Shabaka, The Palestinian Policy Network.

**Du même auteur :**


 [La direction d'Al Jazeera ordonne le retrait d'un article de Joseph Massad, dans un acte de censure pro-Israël – puis, le remet](#)

 [Un soldat israélien diffuse une photo Instagram troublante d'un enfant dans la ligne de mire de son fusil](#)

 [Pourquoi la marque « Yes to Carrots » tente-t-elle de dissimuler ses liens avec Israël ?](#)

 [Touché par la campagne de boycott, Véolia se retire d'un important appel d'offres à Londres](#)

 [Quand les faits changent, la solution devrait suivre](#)

 [Un raciste et fasciste notoire va contrôler la Croix-Rouge israélienne](#)

Source: <http://www.info-palestine.net/spip.php?article14265>

12 décembre 2013 – Electronic Intifada – Vous pouvez consulter cet article à :

# Israël s'approche du « point de basculement » de la campagne de boycott du style Afrique du Sud

Ce qui s'est passé ces derniers jours : la société néerlandaise de l'eau potable Vitens a rompu ses liens avec son homologue israélienne Mekorot ; la plus importante Église protestante du Canada a décidé de boycotter trois sociétés israéliennes ; le gouvernement roumain a refusé d'envoyer de nouveaux travailleurs de la construction ; et les universitaires de l'American Studies Association ont voté une mesure visant à rompre ses liens avec les universités israéliennes.

Alors que ceci se produit peu après que le gouvernement israélien ait capitulé devant le boycott des colonies afin d'être éligible à l'accord de coopération scientifique Horizon 2000 de l'Union européenne, il est difficile d'échapper à la conclusion que le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissements et Sanctions) prend de la vitesse. Et cette évidence, si elle n'était pas encore apparue, est devenue plus claire et plus vive après la mort de Nelson Mandela.

Il y avait des arguments valables à la fois pour et contre la participation du Premier ministre Netanyahu à la cérémonie de mardi en mémoire de Mandela, mais on ne peut nier que la façon dont le Premier ministre, incompetent, chaotique, dispendieux,

ombrageux, a géré publiquement cette question sensible a suscité une publicité non désirée et aggravé une situation déjà précaire.

Le volet embarrassant a fait d'Israël « un cas à part », il a attiré l'attention des médias sur la collaboration passée d'Israël avec le régime d'apartheid et a fourni un appui précieux à ceux qui assimileraient les deux. Plus inquiétant encore, d'un point de vue israélien, l'analogie entre l'Israël d'aujourd'hui et l'Afrique du Sud d'hier pourrait aussi entretenir la conviction qu'Israël peut être mis à genoux de la même manière que l'a été l'Afrique du Sud à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt.

Quand les Nations-Unies ont voté leur première résolution non contraignante appelant au boycott de l'Afrique du Sud, en 1962, s'y est opposé tout un ensemble de pays occidentaux, sous l'égide de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Mais la campagne populaire qui avait commencé avec les boycotts universitaires à la fin des années cinquante s'était progressivement déplacée sur le sport et les loisirs et de là s'était portée sur les boycotts institutionnels et les désinvestissements. En cours de route, le mouvement anti-apartheid avait couvert un espace de plus en plus vaste dans l'opinion publique occidentale, et finalement, il a même obligé les plus réticents des gouvernements, dont Israël et les États-Unis, à rejoindre le régime international des sanctions.

Dans un article de 1998, intitulé « Normes internationales, dynamiques et changement politique », les politologues Martha Finnemore, aujourd'hui de l'université George Washington, et Kathryn Sikking, de l'université du Minnesota, ont osé les bases du « cycle de vie » par lequel certaines normes se développent pour façonner le comportement des États et ensuite de la communauté internationale dans son ensemble. La première étape, affirment-elles, est l'« émergence de la norme », quand une nouvelle norme est défendue par les ONG et les «

entrepreneurs de la norme ». La seconde est une « cascade de normes », quand les États rentrent dans le rang et adoptent la nouvelle norme. Et un prérequis pour l'évolution de la première vers la seconde étape est le « point de basculement » (« tipping point ») qui se produit quand une masse critique d'événements et les opinions convergent pour former une cascade de normes.

Dans le cas de l'Afrique du Sud, le premier « point de basculement » est survenu probablement lors des émeutes de Soweto en 1976, qui ont déclenché des manifestations et des campagnes de désinvestissements qui finalement ont couvert les universités, les fonds de pension et les sociétés multinationales américains. Le second « point de basculement » est venu après la rébellion des Sud-Africains noirs contre la constitution raciste de 1983 et l'imposition d'un état d'urgence permanent en 1984-1985, et il a amené dans les rangs le reste du monde.

Les « points de basculement » sont, bien sûr, difficiles à prévoir, et les efforts pour y parvenir ont été au centre de recherches multidisciplinaires très étendues ces dernières années. « Vous savez qu'il y existe une limite, mais c'est la nuit et le brouillard. Nous sommes vraiment très forts pour savoir où sont les limites une fois qu'on est tombés de la falaise, mais cela nous est guère utile, » comme le chercheur du lac écologiste et du « point de basculement », Stephen Carpenter, l'a déclaré aux USA en 2009.

Israël pourrait bien être très proche d'une telle limite. Parmi les nombreux développements qui pourraient être en train de créer la masse critique requise, on peut citer : le temps écoulé depuis l'attaque sur les Tours jumelles du World Trade Center en septembre 2001, qui a mis Israël dans le même camp que les États-Unis et l'Occident dans la Guerre contre le terrorisme ; l'isolement d'Israël dans la campagne contre le programme nucléaire de l'Iran ; qu'il n'y a plus à repousser des ennemis implacables tels Osama ben Laden, Mouammar



Kadhafi, Mahmoud Ahmadinejad et, à un moindre degré, Yasser Arafat ; la sécurité relative et l'absence de terrorisme en Israël associées à sa propre dynamique colonialiste persistante ; et la contre-publicité générée par les révélations sur le racisme dans la société israélienne, par l'image de ses dirigeants comme étant incroyablement rigides et de droite, et la confrontation de son propre gouvernement avec les immigrants africains illégaux et les bédouins israéliens, dirigeants largement perçus comme grandement marqués de parti-pris et de préjugés.

Ces derniers jours, les hommes d'États américains semblent plus s'inquiéter du danger imminent de la délégitimation (d'Israël) que ne le sont les Israéliens eux-mêmes. Dans ses réflexions tant au Saban Forum qu'à l'AJDC (American Joint Distribution Committee) cette semaine, le secrétaire d'État John Kerry a présenté la délégitimation comme un « danger existentiel ». Le Vice-Président Joe Biden, intervenant au même forum de l'AJDC, est allé encore plus loin : « L'effort sur tous les fronts pour délégitimer Israël est le plus concentré que j'ai vu pendant mes 40 années de fonction. C'est la plus sérieuse menace, à mon avis, pour la sécurité et la viabilité à long terme d'Israël. »

Il faut toujours prendre en compte la possibilité que des développements imprévus renverseront complètement la tendance. À défaut, la seule chose qui peut éviter à Israël de franchir la limite et de « tomber de la falaise » sur la scène internationale est le processus de paix tant décrié de Kerry, qui tient à distance l'opinion publique et les gouvernements, et évite le « point de basculement » qui intensifierait de façon spectaculaire la campagne de boycott anti-israélienne.

Ceci ne fait que renforcer l'argument de Jeffrey Goldberg dans un article de Bloomberg de mercredi, que Kerry est le « meilleur ami d'Israël ». Il met aussi en avant, une fois encore, combien ceux qui critiquent contre Kerry, les opposants au processus de paix et les champions de la

colonisation sont vraiment bornés, myopes et dangereusement délirants, (même si vous pouvez être sûrs que quand, et si, le processus de paix échoue et qu'Israël est plongé dans l'isolement de l'Afrique du Sud, ils pointeront leur doigt dans toutes les directions, sauf vers eux-mêmes).

Traduction : JPP pour BDS FRANCE

Chemi Shalev – Ha'aretz – 11 décembre 2013

<http://www.haaretz.com/blogs/west-of-eden/.premium-1.562989>

---

## **« Israël n'est pas notre référence » : Communiqué de BDS Catalogne**

« Israël n'est pas notre référence: Occupation, colonisation et apartheid ne sont pas nos modèles pour la Catalogne! »

### **Communiqué de BDS CATALOGNE**

Ces jours le Président de la « Generalitat » (= Gouvernement ) de la Catalogne Artur Mas, accompagné du maire de Barcelone Xavier Trias et le conseiller d'Économie et de Connaissance Andreu Mas-Colell, sont en visite officielle dans l'état d'Israël. Nous nous préoccuons énormément car notre gouvernement, nous présente Israël comme un « modèle » et un « référant » pour la Catalogne.

Ce qui est également inquiétant, c'est le fait qu'ils utilisent le domaine universitaire et de recherche, entre autres, comme outil pour essayer de forger une alliance étroite entre la Catalogne et Israël. Devant ces faits nous voulons préciser cinq considérations : 1. La visite et les

mots d'Artur Mas montrent le positionnement indubitable du Gouvernement de « Convergència i Unió » en faveur de l'état d'Israël et contre les droits du peuple palestinien. Il implique, entre d'autres choses, appuyer une occupation militaire illégale et opposée au Droit international [1-4] 2.

Ce raffermissement des relations avec Israël va contre ce que la société civile palestinienne demande à la communauté internationale de forme insistante depuis 2005 : une campagne de Boycott, de Désinvestissements et de Sanctions (BDS) jusqu'à ce que cet état respecte les droits du peuple palestinien et le droit international [5] 3. La ligne adoptée par le Gouvernement de la Generalitat va à contre-courant de la communauté internationale.

Un exemple récent l'illustre clairement. La semaine dernière, le gouvernement de l'Afrique du Sud (un héritier des luttes contre le régime d'apartheid implanté dans ce pays) a annoncé qu'il réduisait au minimum ses relations institutionnelles avec Israël tant que ce dernier ne respectera pas les droits du peuple palestinien [6]. Pendant les dernières années du régime d'apartheid Sud-africain, certains gouvernements occidentaux ont appuyé le régime raciste.

Nous ne désirons pas que le Gouvernement de la Catalogne développe ce rôle vis-à-vis de l'avenir (et nous sommes sûrs que la citoyenneté de la Catalogne ne le permettra pas) 4. Le Gouvernement de la Generalitat n'a montré aucun intérêt à s'informer sur la réalité palestinienne durant la visite de ces jours. L'ignorance d'un peuple qui vit sous un régime d'occupation militaire et d'apartheid, est un mépris vers la souffrance de millions de personnes. 5. Finalement, les accords signés avec les universités et les centres israéliens de recherche vont aussi contre les temps qui courent dans ce domaine. En effet, l'Union Européenne a récemment décidé qu'elle ne collaborera pas avec les centres israéliens de recherche qui maintiennent des liens avec des centres et des institutions situés dans les colonies israéliennes des

territoires occupés, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Cette nouvelle, qui est passée pratiquement inaperçue dans les médias, est d'une énorme transcendance et a rendu furieux le gouvernement de Benjamin Netanyahu [7, 8].

Il faut remarquer que toutes les universités israéliennes maintiennent une collaboration étroite avec l'armée, l'industrie de l'armement et l'occupation des territoires palestiniens. Devant ces faits, d'une part, nous levons une voix de protestation contre cette visite, d'autre part, nous annonçons que nous reprenons la campagne étatique de ramassage de signatures en faveur du boycott académique aux institutions universitaires israéliennes. Une campagne où nous avons déjà récupéré plus de 500 signatures du monde académique de tout l'État espagnol, et qui recevra sûrement une forte impulsion dans les semaines suivantes. Ici vous pouvez signer au cas où ne pas l'avoir encore fait : <https://spreadsheets.google.com/viewform?Formkey=dFZOTjJWeFRUUFVkbXBSN3dEQ0pqX1E6MQ> Une année avant la dernière campagne militaire nommée « Pilier de Défense », qui du 14 novembre au 21 novembre 2012 a causé la perte de 142 personnes dans la Bande de Gaza, selon des mots du secrétaire général de l'ONU [9], nous souhaitons réitérer notre appel à la société civile pour qu'elle se rallie à la campagne de Boycott, de Désinvestissements et de Sanctions (BDS) contre l'état d'Israël, le coup de lance en 2005 par plus de 170 organisations palestiniennes. En attendant il y a une occupation, tandis qu'Israël pratique d'une manière systématique l'apartheid contre la population palestinienne, nous demandons à nos gouvernements la rupture de n'importe quel accord avec Israël; qu'ils soient académique, commercial, culturel ou de tout autre type. L'occupation, la colonisation et l'apartheid ne sont pas un modèle pour la Catalogne.

Nous vous demandons de répandre ce communiqué à travers de vos réseaux sociaux et amitié.

Premiers signataires :

BDS Catalunya Junts (Associació Catalana de Jueus i Palestins)  
Comissió Universitària Catalana per Palestina (CUNCAP) Dones  
en Rebel·lia IJAN (International Jewish Antizionist Network)  
Red Solidaria contra la Ocupación de Palestina (RESCOP)  
Sodepau Ítaca (Organització Internacionalista dels Països  
Catalans) Revolta Global-Esquerra Anticapitalista BDS País  
Valencià Plataforma Aturem la Guerra Taula Palestina  
(Mallorca) ACSUR Catalunya Col·lectiu Antimilitarista de Sant  
Cugat (CASC) Federació d'Associacions Catalanes Amigues del  
Poble Saharauí

Traduction: Elyess pour la Campagne BDS France

source:

<http://www.bdscatalunya.org/index.php/campanyes/legali/item/203-israel-is-not-a-reference-occupation-colonization-and-apartheid-are-not-our-model-for-catalonia>

<http://www.nodo50.org/causapalestina/spip.php?article324>